



Eurobaromètre Standard 79 Printemps 2013

LES EUROPÉENS, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE

RAPPORT

Terrain : mai 2013

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 79 / Printemps 2013 – TNS opinion & social

Eurobaromètre Standard 79
Printemps 2013

Les Européens, l'Union européenne et la crise

Étude réalisée par TNS opinion & social à la demande de
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité « Recherche et speechwriting »)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?	4
II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES	10
III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE.....	15
IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE	21
1. Un rôle accru pour l'Union européenne ?.....	21
2. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la crise.....	23
V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?	29
1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique	29
2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?	31
VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UNION EUROPÉENNE ET LES EUROPÉENS	38
ANNEXES	
Spécifications techniques	

INTRODUCTION

L'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2013 (EB79) a été réalisée dans un contexte économique tendu, notamment après la récession observée en 2012. Le 3 mai 2013, la Commission européenne publiait ses prévisions de croissance¹ pour le futur. Celle-ci devrait reprendre à partir du second semestre 2013, lentement dans un premier temps, puis de façon plus significative en 2014.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre est composé de quatre volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'étude Eurobaromètre Standard. Trois autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la stratégie Europe 2020 ; la citoyenneté de l'Union européenne et le présent volume consacré à la crise financière et économique.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 10 et le 26 mai 2013 dans 34 pays ou territoires : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Cette enquête ayant été réalisée avant l'accession de la Croatie à l'Union européenne, notre analyse globale et sociodémographique des résultats est basée sur la moyenne UE27, reflétant la composition de l'UE au moment de l'enquête.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)². Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance³.

¹ http://ec.europa.eu/news/economy/130503_fr.htm

² http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

³ Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine ****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SI, SK**
ME	Monténégro	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
		Hors zone euro	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
RS	Serbie		

* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

** Les NEM12 sont les 12 "nouveaux Etats membres" qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

*** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

**** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

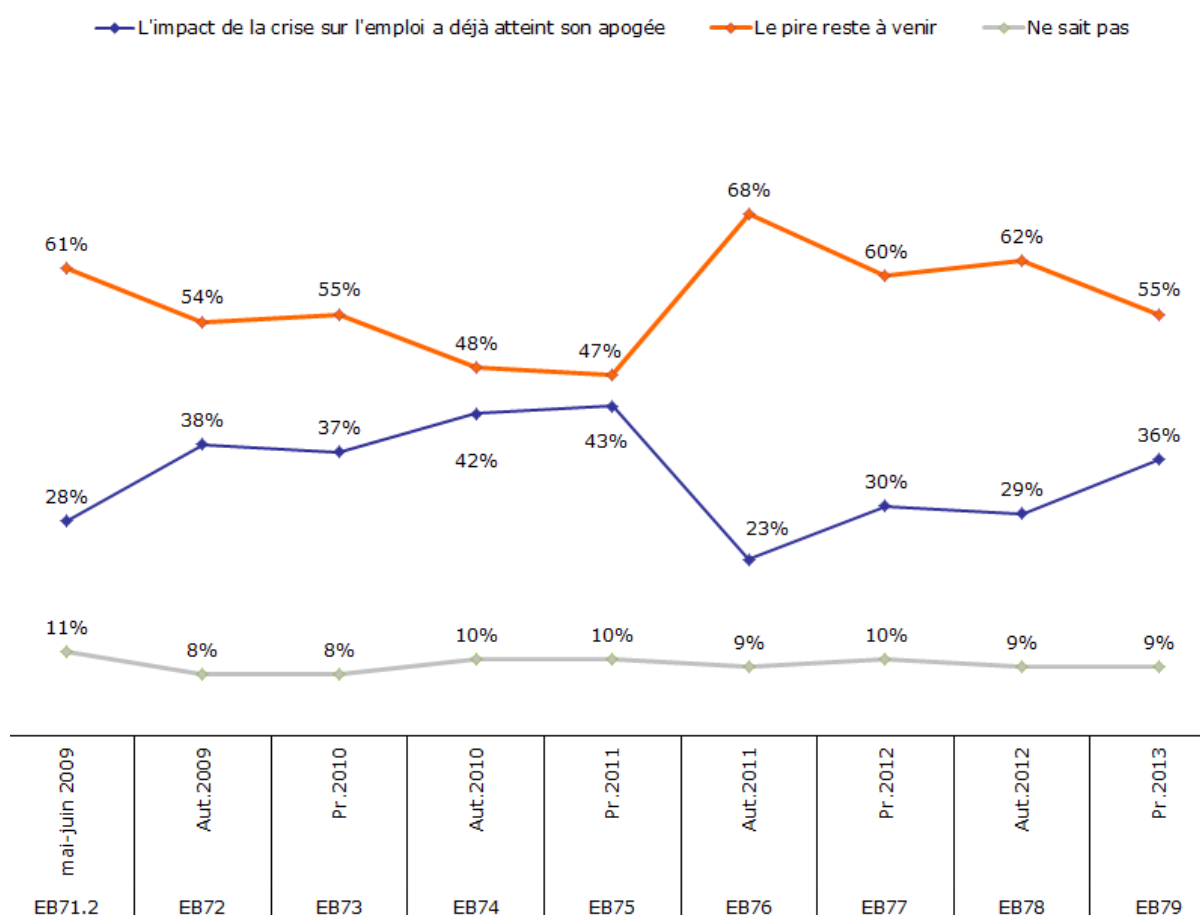
Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?

- Le niveau de pessimisme quant à l'impact de la crise sur l'emploi est en baisse sensible -

Après une hausse très significative de 21 points entre le printemps (47% dans l'EB75) et l'automne 2011 (68% dans l'EB76), **le niveau de pessimisme** quant à l'impact de la crise sur l'emploi avait quelque peu diminué, pour se stabiliser à 62% à l'automne 2012. Six mois plus tard, il **enregistre une baisse notable de sept points (55%)⁴, retrouvant le score enregistré au printemps 2010**. Dans le même temps, 36% des Européens considèrent désormais que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (+7 points). S'il reste minoritaire, le niveau d'optimisme a sensiblement progressé.

QC1. ... Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de votre opinion ?



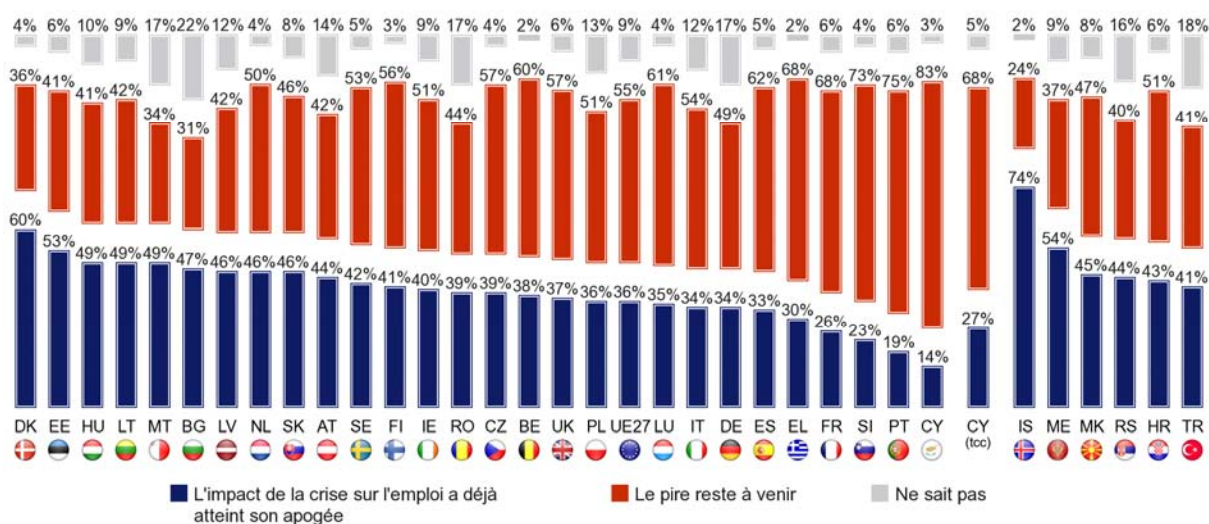
⁴ QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ; Le pire reste à venir ; NSP

L'opinion selon laquelle le pire reste à venir est encore très répandue, mais de façon moins prononcée qu'à l'automne 2012. Elle **est en effet majoritaire dans 18 des 27 Etats membres** (pour 24 pays à l'automne 2012). Cela se vérifie en particulier à Chypre (83%), au Portugal (75%) et en Slovaquie (73%).

A l'inverse, l'optimisme l'emporte dans huit pays : le Danemark (60%), l'Estonie (53%), la Hongrie, la Lituanie et Malte (49% chacun), la Bulgarie (47%), la Lettonie (46%) et l'Autriche (44%). En Slovaquie, l'opinion publique est parfaitement partagée (46% pensent que le pire est à venir, contre 46% que l'impact de la crise sur le marché de l'emploi a déjà atteint son apogée).

Parmi les pays candidats, la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine expriment davantage leur pessimisme (avec respectivement 51% et 47%), à l'inverse de l'Islande, du Monténégro et de la Serbie, où l'on pense majoritairement que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (respectivement, 74%, 54% et 44%). Les personnes interrogées en Turquie sont parfaitement partagées (41%).



































QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



Dans 25 Etats membres, les tenants d'une aggravation de la situation (UE27 55%, -7 points) sont moins nombreux depuis l'automne 2012. C'est en particulier le cas en Suède (53%, -19 points), en Belgique (60%, -18 points), en Slovaquie (46%, -16 points). Il faut cependant préciser que dans ces trois pays, il s'agit d'un retour à la situation du printemps 2012 : en effet, dans l'EB78, le pessimisme avait enregistré ses plus fortes hausses dans ces trois pays (Suède, +14 ; Slovaquie, +13; Belgique, +13). Seule la France enregistre un résultat stable (68%), tandis que le pessimisme augmente de deux points en Slovaquie (73%).



































Ce recul du pessimisme est également assez marqué dans deux pays candidats : en Croatie (51%, -17) et en Islande (24%, -13).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Ne sait pas	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
	UE27	55%	-7	36%	+7	9%	=
	UE15	57%	-7	34%	+6	9%	+1
	NEM12	48%	-6	40%	+5	12%	+1
	ZONE EURO	58%	-6	33%	+6	9%	=
	HORS ZONE EURO	50%	-8	40%	+6	10%	+2
	SI	73%	+2	23%	-2	4%	=
	FR	68%	=	26%	+1	6%	-1
	IE	51%	-2	40%	+2	9%	=
	AT	42%	-2	44%	=	14%	+2
	BG	31%	-2	47%	-2	22%	+4
	IT	54%	-3	34%	+4	12%	-1
	CZ	57%	-4	39%	+6	4%	-2
	EE	41%	-4	53%	+5	6%	-1
	PT	75%	-4	19%	+1	6%	+3
	UK	57%	-5	37%	+5	6%	=
	CY	83%	-5	14%	+5	3%	=
	LV	42%	-5	46%	+4	12%	+1
	PL	51%	-6	36%	+4	13%	+2
	RO	44%	-6	39%	+2	17%	+4
	FI	56%	-10	41%	+10	3%	=
	EL	68%	-10	30%	+10	2%	=
	DE	49%	-10	34%	+7	17%	+3
	NL	50%	-11	46%	+13	4%	-2
	LU	61%	-12	35%	+13	4%	-1
	MT	34%	-12	49%	+12	17%	=
	ES	62%	-12	33%	+11	5%	+1
	HU	41%	-12	49%	+10	10%	+2
	DK	36%	-13	60%	+13	4%	=
	LT	42%	-13	49%	+12	9%	+1
	SK	46%	-16	46%	+16	8%	=
	BE	60%	-18	38%	+17	2%	+1
	SE	53%	-19	42%	+18	5%	+1
	CY (tcc)	68%	+6	27%	-2	5%	-4
	ME	37%	+1	54%	+2	9%	-3
	TR	41%	-2	41%	-2	18%	+4
	RS	40%	-6	44%	+6	16%	=
	MK	47%	-8	45%	+6	8%	+2
	IS	24%	-13	74%	+14	2%	-1
	HR	51%	-17	43%	+15	6%	+2

Autre signe encore plus significatif : les résultats de cette enquête, comparés à ceux enregistrés au printemps 2009, alors que cette question était posée pour la première fois⁵, démontrent que **le pessimisme des Européens a diminué en quatre ans dans 19 pays sur 27**. Les baisses les plus spectaculaires concernent la Lettonie (42%, -40 points de pourcentage), l'Estonie (41%, -35) et les Pays-Bas (42%, -32). On note cependant le mouvement inverse dans huit pays, particulièrement au Portugal où on enregistre dans le même temps une augmentation de 19 points (75%) et à Chypre (83%, +10).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Pr.2013 - mai-juin 2009	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2013 - mai-juin 2009	Ne sait pas	Diff. Pr.2013 - mai-juin 2009
	UE27	55%	-6	36%	+8	9%	-2
	UE15	57%	-5	34%	+5	9%	=
	NEM12	48%	-10	40%	+15	12%	-5
	ZONE EURO	58%	-4	33%	+5	9%	-1
	HORS ZONE EURO	50%	-9	40%	+11	10%	-2
	PT	75%	+19	19%	-4	6%	-15
	CY	83%	+10	14%	-5	3%	-5
	MT	62%	+5	33%	-2	5%	-3
	IT	54%	+5	34%	-1	12%	-4
	SI	73%	+5	23%	-3	4%	-2
	SE	53%	+1	42%	-3	5%	+2
	PL	51%	+1	36%	+3	13%	-4
	FR	68%	+1	26%	+1	6%	-2
	EL	68%	-1	30%	+2	2%	-1
	UK	57%	-6	37%	+6	6%	=
	CZ	57%	-7	39%	+10	4%	-3
	BE	60%	-9	38%	+12	2%	-3
	FI	56%	-9	41%	+9	3%	=
	AT	42%	-9	44%	+12	14%	-3
	HU	50%	-11	46%	+13	4%	-2
	LU	61%	-12	35%	+15	4%	-3
	RO	44%	-14	39%	+20	17%	-6
	IE	51%	-15	40%	+19	9%	-4
	BG	31%	-19	47%	+31	22%	-12
	SK	46%	-20	46%	+23	8%	-3
	DE	49%	-20	34%	+13	17%	+7
	LT	34%	-21	49%	+19	17%	+2
	DK	36%	-22	60%	+24	4%	-2
	ES	41%	-25	49%	+24	10%	+1
	NL	42%	-32	49%	+31	9%	+1
	EE	41%	-35	53%	+33	6%	+2
	LV	42%	-40	46%	+33	12%	+7
	CY (tcc)	68%	NA	27%	NA	5%	NA
	TR	41%	-4	41%	+2	18%	+2
	MK	47%	-17	45%	+20	8%	-3
	HR	51%	-22	43%	+30	6%	-8
	IS	24%	NA	74%	NA	2%	NA
	RS	40%	NA	44%	NA	16%	NA
	ME	37%	NA	54%	NA	9%	NA

⁵ Eurobaromètre spécial n°316: "Europeans, employment and social policy"
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_316_en.pdf

Dans les trois pays candidats où la question avait été posée en 2009, le pessimisme a également reculé : c'est surtout le cas en Croatie (51%, -22 points), et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (47%, -17 points), tandis que la baisse est moins importante en Turquie (41%, -4).

L'analyse sociodémographique démontre que même s'il a fortement diminué depuis l'automne 2012, le pessimisme des Européens quant à l'impact de la crise sur l'emploi reste assez largement partagé par toutes les catégories de la population. On observe toutefois quelques distinctions, en particulier en termes d'âge. Les personnes de 40 à 54 ans sont ainsi plus nombreuses à penser que « le pire reste à venir » (57%), suivies de celles âgées de 55 ans et plus (56%). Les plus jeunes (15-24 ans) sont 51% à être de cet avis, pour 53% des 25-39 ans.

Les résultats mettent également en avant une plus grande inquiétude exprimée par les personnes les moins diplômées (61%, pour 50% des plus diplômées) et les chômeurs (63%, pour 48% des cadres). C'est aussi davantage le sentiment des personnes qui ne considèrent pas la mondialisation comme une opportunité (68%, pour 48% de celles qui pensent le contraire).











QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	Le pire reste à venir	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Ne sait pas
UE27	55%	36%	9%
Sexe			
Homme	55%	37%	8%
Femme	55%	34%	11%
Age			
15-24	51%	38%	11%
25-39	53%	38%	9%
40-54	57%	35%	8%
55 +	56%	33%	11%
Age de fin d'étude			
15-	61%	27%	12%
16-19	57%	34%	9%
20+	50%	42%	8%
Toujours étudiant	47%	43%	10%
Catégorie socioprofessionnelle			
Indépendants	55%	38%	7%
Cadres	48%	44%	8%
Autres employés	52%	38%	10%
Ouvriers	57%	34%	9%
Hommes/ femmes au foyer	58%	32%	10%
Chômeurs	63%	28%	9%
Retraités	56%	33%	11%
Etudiants	47%	43%	10%
La mondialisation est une opportunité			
D'accord	48%	44%	8%
Pas d'accord	68%	25%	7%

Voici également une présentation des résultats par critères sociodémographiques concernant l'impact de la crise sur le marché de l'emploi dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays affectés plus particulièrement par la crise économique.

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

Le pire reste à venir

DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
									

Sexe

Homme	51%	63%	68%	56%	51%	55%	67%	75%	48%	86%
Femme	48%	61%	68%	53%	51%	60%	69%	75%	55%	81%

Age

15-24	46%	67%	61%	48%	42%	63%	60%	59%	56%	80%
25-39	44%	61%	74%	52%	48%	50%	68%	74%	50%	87%
40-54	52%	63%	72%	56%	50%	58%	73%	82%	53%	84%
55 +	51%	62%	65%	56%	59%	59%	69%	77%	48%	81%

Age de fin d'étude

15-	55%	68%	68%	56%	66%	63%	70%	80%	54%	78%
16-19	51%	61%	76%	54%	53%	61%	72%	76%	56%	90%
20+	46%	58%	62%	50%	46%	48%	68%	71%	47%	83%
Etudiants	38%	60%	57%	51%	42%	58%	57%	45%	47%	77%

Catégorie socioprofessionnelle

Indépendants	57%	63%	59%	54%	46%	57%	64%	82%	48%	85%
Cadres	46%	55%	66%	48%	44%	47%	58%	68%	37%	78%
Autres employés	39%	62%	59%	58%	47%	53%	72%	76%	48%	86%
Ouvriers	56%	61%	75%	52%	54%	57%	65%	77%	52%	94%
Hommes/ femmes au foyer	48%	61%	62%	58%	58%	69%	79%	79%	58%	80%
Chômeurs	62%	67%	83%	52%	47%	67%	74%	78%	65%	88%
Retraités	50%	61%	68%	52%	58%	58%	69%	77%	49%	79%
Etudiants	38%	60%	57%	51%	42%	58%	57%	45%	47%	77%

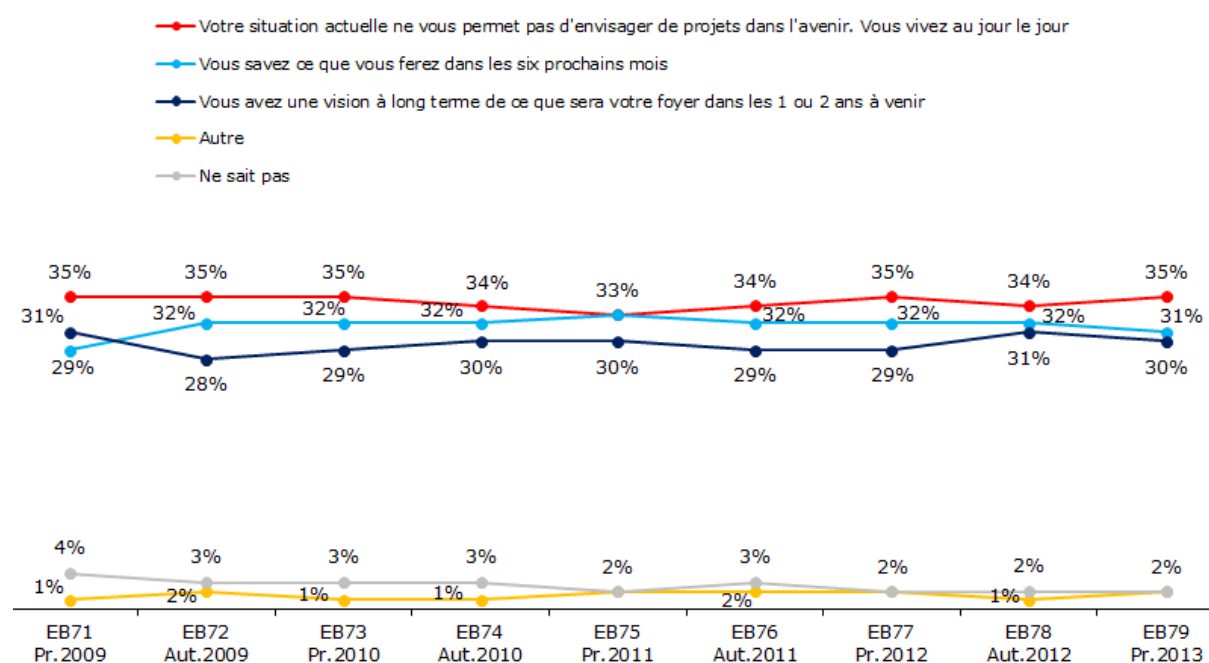
II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES

- La situation des ménages face à la crise reste stable mais partagée -

Contrairement aux réponses concernant l'impact de la crise sur l'emploi, **celles qui concernent plus personnellement la situation des ménages ont très peu varié depuis l'automne 2012, et restent toujours très partagées⁶.**

Plus du tiers des personnes interrogées (35%, +1 point) considère ainsi que leur situation actuelle ne leur permet pas de faire de projets d'avenir, les contraignant à vivre « au jour le jour ». Elles sont 31% (-1 point) à se projeter dans les six mois à venir et 30% (-1 point) à le faire à plus long terme, dans un ou deux ans.

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



On observe d'importantes différences dans les résultats selon les pays. C'est en particulier le cas entre les personnes interrogées au sein des pays UE15 et dans les pays NEM12. Les premières sont ainsi bien plus nombreuses à dire pouvoir envisager leur avenir à long terme (34%, pour 16% des secondes). Elles semblent en revanche beaucoup moins nombreuses à éprouver des difficultés à se projeter au-delà des six prochains mois (respectivement 29%, pour 39%), mais également moins nombreuses à déclarer vivre au jour le jour (33%, pour 41%).

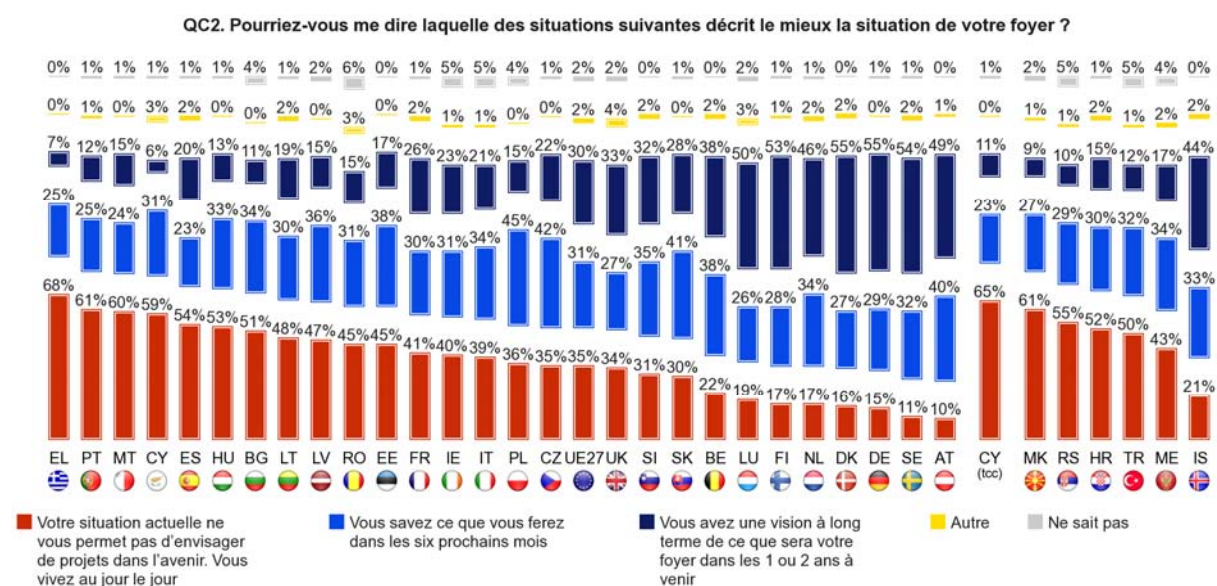
⁶ QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; NSP

Notons en outre que les personnes interrogées dans les pays appartenant à la zone euro sont aussi plus nombreuses à dire pouvoir faire des projets à long terme (33%, pour 25% en dehors de la zone euro).

Le sentiment de subir personnellement les effets de la crise, obligeant son foyer à vivre « au jour le jour » (UE27 35%) concerne une majorité absolue des personnes interrogées en Grèce (68%), au Portugal (61%), à Malte (60%), à Chypre (59%), en Espagne (54%), en Hongrie (53%) et en Bulgarie (51%). Ce sentiment est également fortement présent dans les pays candidats : dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (61%), en Serbie (55%), en Croatie (52%) et en Turquie (50%).

Les pays au sein desquels on envisage surtout l'avenir à moyen terme, dans les six prochains mois (UE27 31%) sont essentiellement la Pologne (45%), la République tchèque (42%) et la Slovaquie (41%).



































Quant aux personnes qui déclarent le moins subir les conséquences de la crise (**UE27 30%**), elles ont surtout été interrogées dans le nord de l'Union européenne. C'est surtout au Danemark et en Allemagne (55% chacun), en Suède (54%) et en Finlande (53%) que l'on dit **pouvoir faire des projets à plus long terme**.



Le fait de dire vivre « au jour le jour » est plus courant au printemps 2013 qu'à l'automne 2012 dans 11 Etats membres sur 27. On le constate surtout au Portugal (61%), en Espagne (54%) et en Hongrie (53%), où l'on enregistre chaque fois une augmentation de sept points.

Cependant, cette situation difficile est moins répandue qu'il y a six mois dans 13 autres Etats membres. On l'observe en particulier en Belgique (22%, -8 points) et en Pologne (36%, -6 points), ainsi que dans l'un des pays candidats, la Turquie (50%, -9 points).

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Autre	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Ne sait pas	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
 UE27	35%	+1	31%	-1	30%	-1	2%	+1	2%	=
UE15	33%	+1	29%	-1	34%	-1	2%	+1	2%	=
NEM12	41%	-2	39%	=	16%	+1	1%	=	3%	+1
ZONE EURO	34%	+2	30%	=	33%	-2	1%	=	2%	=
HORS ZONE EURO	36%	-2	34%	=	25%	+1	2%	+1	3%	=
 PT	61%	+7	25%	-1	12%	-6	1%	+1	1%	-1
 ES	54%	+7	23%	-2	20%	-6	2%	+1	1%	=
 HU	53%	+7	33%	-4	13%	-3	0%	=	1%	=
 FR	41%	+6	30%	+1	26%	-5	2%	-1	1%	-1
 SI	31%	+4	35%	-6	32%	+1	2%	+1	0%	=
 LT	48%	+3	30%	-4	19%	+1	2%	+1	1%	-1
 SE	11%	+3	32%	+1	54%	-1	2%	-2	1%	-1
 CY	59%	+2	31%	+2	6%	-2	3%	=	1%	-2
 IT	39%	+1	34%	+1	21%	-2	1%	=	5%	=
 FI	17%	+1	28%	-5	53%	+3	1%	=	1%	+1
 DE	15%	+1	29%	+1	55%	-1	0%	=	1%	-1
 LV	47%	=	36%	-1	15%	+1	0%	-1	2%	+1
 CZ	35%	=	42%	+1	22%	-1	0%	=	1%	=
 AT	10%	=	40%	-1	49%	+3	1%	-1	0%	-1
 EE	45%	-1	38%	+4	17%	-1	0%	=	0%	-2
 IE	40%	-1	31%	-3	23%	+1	1%	=	5%	+3
 UK	34%	-1	27%	-1	33%	+2	4%	+1	2%	-1
 SK	30%	-1	41%	=	28%	+2	0%	=	1%	-1
 LU	19%	-1	26%	+3	50%	-3	3%	=	2%	+1
 DK	16%	-1	27%	-1	55%	+2	2%	+1	0%	-1
 EL	68%	-2	25%	-1	7%	+3	0%	=	0%	=
 RO	45%	-3	31%	-2	15%	+1	3%	+1	6%	+3
 MT	60%	-4	24%	=	15%	+4	0%	=	1%	=
 BG	51%	-4	34%	+4	11%	-1	0%	=	4%	+1
 NL	17%	-4	34%	+1	46%	+2	2%	+1	1%	=
 PL	36%	-6	45%	=	15%	+4	0%	=	4%	+2
 BE	22%	-8	38%	+6	38%	+2	2%	+1	0%	-1
CY (tcc)	65%	+14	23%	-4	11%	-6	0%	-1	1%	-3
 RS	55%	+4	29%	+3	10%	-5	1%	-1	5%	-1
 MK	61%	+3	27%	-2	9%	-2	1%	=	2%	+1
 IS	21%	+3	33%	-7	44%	+5	2%	-1	0%	=
 HR	52%	-3	30%	+3	15%	=	2%	+2	1%	-2
 ME	43%	-7	34%	+4	17%	+4	2%	-3	4%	+2
 TR	50%	-9	32%	+9	12%	-3	1%	+1	5%	+2

Se projeter dans l'avenir s'avère, logiquement, plus difficile pour les personnes les plus fragiles socialement. Elles sont ainsi plus nombreuses à déclarer vivre « au jour le jour ». C'est le cas des personnes moins diplômées (50% de celles ayant arrêté leurs études avant 16 ans, pour 23% des plus diplômées), des chômeurs (67%, pour 13% des cadres), des personnes qui ont la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (75%, pour 21% de celles qui n'en ont pratiquement jamais) ou encore des personnes séparées, divorcées ou veuves (47%, pour 32% des célibataires vivant en couple et 33% des personnes mariées). Ce sentiment de vivre « au jour le jour » est également davantage exprimé par les Européens qui ne considèrent pas la mondialisation comme une opportunité (41%, pour 28% de ceux qui pensent le contraire) et par ceux qui pensent que le pire reste à venir quant à l'impact de la crise sur l'emploi (41%, pour 27% de ceux qui disent que la crise a atteint son apogée).











QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Autre	Ne sait pas
UE27	35%	31%	30%	2%	2%
Sexe					
Homme	33%	32%	31%	2%	2%
Femme	37%	31%	29%	1%	2%
Age					
15-24	30%	37%	28%	2%	3%
25-39	35%	34%	28%	1%	2%
40-54	36%	30%	31%	1%	2%
55 +	37%	28%	31%	1%	3%
Age de fin d'études					
15-	50%	26%	21%	1%	2%
16-19	38%	32%	27%	1%	2%
20+	23%	32%	41%	2%	2%
Toujours étudiant	23%	38%	33%	3%	3%
Statut matrimonial					
(Re)Marié(e)	33%	31%	33%	1%	2%
Célibataire vivant avec un conjoint	32%	35%	31%	1%	1%
Célibataire	36%	33%	27%	2%	2%
Divorcé(e) ou séparé(e)	47%	26%	24%	1%	2%
Veuf(ve)	47%	27%	22%	2%	2%
Catégorie socioprofessionnelle					
Indépendants	27%	32%	37%	2%	2%
Cadres	13%	32%	53%	1%	1%
Autres employés	26%	39%	31%	1%	3%
Ouvriers	37%	34%	27%	1%	1%
Hommes/ femmes au foyer	44%	29%	23%	1%	3%
Chômeurs	67%	20%	10%	1%	2%
Retraités	38%	28%	30%	2%	2%
Etudiants	23%	38%	33%	3%	3%
Difficultés à payer ses factures					
La plupart du temps	75%	15%	7%	1%	2%
De temps en temps	47%	34%	16%	1%	2%
Pratiquement jamais	21%	34%	41%	2%	2%
La mondialisation est une opportunité					
D'accord	28%	33%	36%	1%	2%
Pas d'accord	41%	30%	25%	2%	2%
L'impact de la crise sur l'emploi					
A atteint son apogée	27%	34%	36%	1%	2%
Le pire reste à venir	41%	30%	26%	1%	2%

Voici également les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour

	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
										
Sexe										
Homme	14%	52%	39%	36%	33%	32%	66%	60%	38%	55%
Femme	15%	56%	44%	41%	39%	35%	70%	63%	43%	62%
Age										
15-24	15%	51%	31%	37%	24%	26%	55%	46%	40%	42%
25-39	16%	50%	40%	43%	30%	36%	69%	61%	42%	55%
40-54	15%	59%	51%	38%	38%	31%	71%	61%	46%	69%
55 +	13%	55%	40%	38%	48%	37%	72%	67%	33%	63%
Age de fin d'étude										
15-	23%	65%	54%	43%	63%	51%	75%	70%	57%	63%
16-19	16%	60%	52%	38%	39%	38%	74%	59%	46%	72%
20+	6%	33%	30%	29%	30%	19%	62%	43%	30%	49%
Etudiants	11%	40%	18%	45%	16%	19%	48%	32%	33%	33%
Catégorie socioprofessionnelle										
Indépendants	11%	34%	26%	38%	15%	31%	68%	55%	21%	57%
Cadres	2%	22%	18%	24%	18%	13%	45%	45%	26%	40%
Autres employés	8%	45%	39%	31%	25%	24%	70%	33%	26%	56%
Ouvriers	16%	49%	48%	40%	45%	37%	58%	57%	44%	63%
Hommes/femmes au foyer	17%	56%	50%	42%	31%	44%	75%	70%	53%	76%
Chômeurs	58%	79%	74%	63%	56%	63%	88%	77%	73%	71%
Retraités	15%	49%	44%	38%	48%	38%	70%	70%	27%	61%
Etudiants	11%	40%	18%	45%	16%	19%	48%	32%	33%	33%

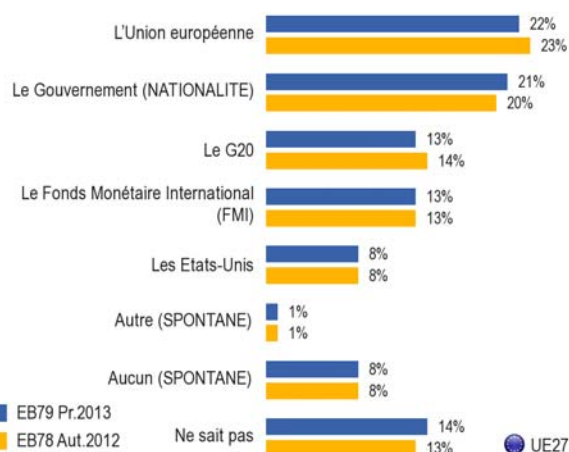
III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

- L'Union européenne demeure l'acteur le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise -

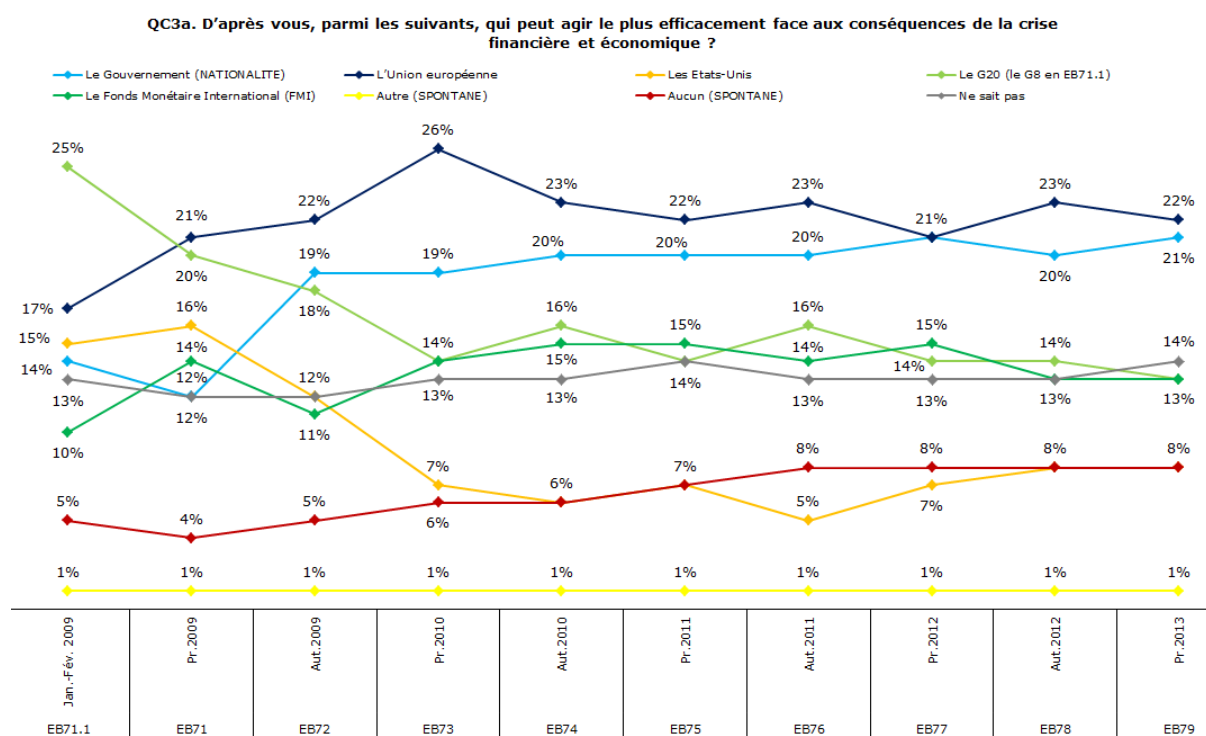
Les personnes interrogées étaient amenées à se prononcer sur l'acteur qui leur semblait le plus efficace pour agir face aux conséquences de la crise⁷.

L'Union européenne reste, comme à l'automne 2012, le premier acteur cité au niveau européen (22%, -1 point), mais elle est suivie de très près par le **Gouvernement national** (21%, +1 point). Le Fonds Monétaire International (stable) et le G20 (-1 point) recueillent chacun 13% des réponses, tandis que les Etats-Unis restent stables à 8%.

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



Depuis le printemps 2009, l'Union européenne apparaît comme l'acteur le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise économique et financière.



⁷ QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) : Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE) ; NSP

Les personnes interrogées au sein de la zone euro sont un peu plus nombreuses à mentionner l'Union européenne comme l'acteur le plus efficace pour faire face à la crise (23%, pour 20% en dehors). Elles sont en revanche bien plus nombreuses à mentionner leur Gouvernement national en dehors de la zone euro (27%, pour 18% au sein de celle-ci).

Les taux de citations les plus élevés pour **l'Union européenne (UE27 22%)** sont enregistrés en Pologne (33%), à Malte et en Belgique (32% chacun), ainsi qu'en Bulgarie (31%).

Les évolutions positives, depuis l'automne 2012, sont observées dans 12 Etats membres et quatre pays candidats - la Croatie, le Monténégro, la Serbie et la Turquie, et sont surtout notables en Belgique (32%, +7 points) et en Croatie (26%, +11 points). Cependant, l'Union européenne est moins citée qu'il y a six mois dans 12 pays (essentiellement en Espagne, 19%, -9 points, et en Grèce, 24%, -6 points) et dans un pays candidat, l'Islande (13%, -1 point).

L'efficacité du **Gouvernement national (UE27 21%)** est surtout reconnue en Roumanie (47%), mais également au Royaume-Uni (36%), ainsi qu'à Malte et en Suède (29% chacun), à Chypre (25%) et en Grèce (24%).

Parmi les pays candidats, cela se vérifie surtout en Islande (42%), en Turquie (36%) et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (35%). Seule la Serbie enregistre un taux de citation inférieur à la moyenne européenne (19%).



































Le Gouvernement national obtient davantage de soutien qu'à l'automne 2012 dans 14 Etats membres et trois pays candidats. C'est à Chypre (25%, +12 points), mais aussi en Islande (42%, +15 points), que la progression est la plus forte. Inversement, le Gouvernement national recule dans dix Etats membres et trois pays candidats.

L'efficacité du **G20 (UE27 13%)** est particulièrement reconnue en République tchèque (43%), aux Pays-Bas (29%) et en Slovaquie (27%), tandis que l'institution enregistre ses taux de citations les plus faibles parmi les pays candidats : au Monténégro (3%) et en Serbie (4%), mais également dans l'un des Etats membres, en Roumanie (4%).

Le Fonds Monétaire International (UE27 13%), quant à lui, est plus volontiers cité en Finlande (25%) ainsi qu'au Danemark, en France et au Luxembourg (18% chacun). Il recule dans 15 Etats membres, la plus forte baisse concernant Chypre (11%, -10 points), et cinq pays candidats.

Enfin, **les Etats-Unis (UE27 8%)** obtiennent davantage de citations de la part des personnes interrogées au Danemark (17%), et en Turquie (16%).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?















	L'Union européenne	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Le G20	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Les Etats-Unis	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
 UE27	22%	-1	21%	+1	13%	-1	13%	=	8%	=
UE15	21%	-1	22%	+2	12%	-2	14%	=	8%	=
NEM12	26%	-1	20%	-1	12%	+2	14%	+4	9%	=
ZONE EURO	23%	-2	18%	+1	12%	-2	15%	+1	8%	=
HORS ZONE EURO	20%	=	27%	=	13%	+1	10%	-2	8%	-1
 BE	32%	+7	15%	-2	17%	=	15%	-1	10%	+3
 BG	31%	=	21%	+3	16%	-2	7%	=	4%	-2
 CZ	10%	+1	4%	+1	43%	+1	12%	-3	15%	-3
 DK	18%	=	13%	+5	24%	=	18%	-2	17%	=
 DE	23%	=	20%	=	17%	-2	15%	+3	4%	=
 EE	22%	+3	12%	-1	21%	=	13%	-2	5%	=
 IE	25%	-3	19%	=	8%	+2	16%	-6	10%	+2
 EL	24%	-6	24%	+2	11%	+1	5%	=	5%	+2
 ES	19%	-9	15%	-2	5%	=	14%	+3	11%	-1
 FR	22%	-3	19%	+3	12%	-4	18%	-1	7%	+1
 IT	25%	-1	18%	+3	7%	-2	14%	=	13%	+1
 CY	18%	-4	25%	+12	12%	-1	11%	-10	7%	+1
 LV	22%	+4	18%	+1	11%	-10	10%	+3	6%	=
 LT	27%	+3	14%	=	11%	-1	7%	-1	9%	-1
 LU	29%	-2	13%	+2	18%	-2	18%	+2	10%	+3
 HU	25%	+3	18%	-4	10%	=	15%	-4	10%	+1
 MT	32%	+1	29%	-1	9%	-1	12%	+1	4%	-3
 AT	24%	+1	18%	+2	11%	-3	14%	-2	5%	-2
 NL	17%	-2	21%	+8	29%	-3	16%	-4	4%	-1
 PL	33%	-3	13%	-1	11%	+1	8%	-1	10%	=
 PT	24%	-1	23%	+9	9%	-3	6%	-2	10%	=
 RO	23%	-1	47%	-1	4%	-3	6%	+1	6%	+2
 SI	24%	-3	10%	-1	10%	+3	15%	+2	10%	-1
 SK	26%	+4	8%	-1	27%	-1	16%	=	5%	-1
 FI	23%	+2	18%	+4	14%	-2	25%	-5	9%	=
 SE	15%	+1	29%	+4	23%	-3	15%	+1	5%	+1
 UK	11%	+1	36%	-1	9%	-1	12%	-2	7%	-1
CY (fcc)	32%	-1	10%	-3	7%	+3	14%	+3	16%	=
 HR	26%	+11	23%	-4	8%	-1	12%	-3	11%	=
 MK	22%	=	35%	+9	5%	-2	10%	-1	13%	-3
 IS	13%	-1	42%	+15	12%	-8	16%	-3	6%	=
 ME	24%	+3	27%	+7	3%	=	10%	-5	10%	-1
 RS	20%	+3	19%	-8	4%	+2	12%	-1	11%	+4
 TR	14%	+3	36%	-8	7%	+3	9%	+4	16%	+3

L'analyse sociodémographique met en exergue un plus grand crédit accordé à l'Union européenne par les plus jeunes (25% des 15-24 ans, pour 20% des 55 ans et plus), les plus diplômés (23%, pour 18% des moins diplômés), les personnes qui éprouvent la plupart du temps des difficultés à payer leurs factures (23%, pour 17% de celles qui en ont moins souvent), ainsi que les indépendants, les employés et les personnes au foyer (23%, pour 20% des chômeurs et des retraités). C'est aussi davantage l'avis des personnes qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne (30%, pour 19% de celles qui pensent le contraire), et de celles pour qui la mondialisation est une opportunité (27%, pour 17% de celles qui ne le pensent pas).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Les Etats-Unis
UE27	22%	21%	13%	13%	8%
Sexe					
Homme	22%	21%	15%	13%	9%
Femme	22%	21%	10%	13%	7%
Age					
15-24	25%	19%	12%	12%	10%
25-39	24%	20%	14%	12%	8%
40-54	21%	22%	13%	14%	8%
55 +	20%	22%	11%	14%	7%
Age de fin d'études					
15-	18%	25%	7%	11%	8%
16-19	22%	22%	12%	13%	8%
20+	23%	20%	17%	15%	7%
Toujours étudiant	27%	17%	13%	13%	11%
Catégorie socioprofessionnelle					
Indépendants	23%	21%	12%	17%	6%
Cadres	21%	22%	20%	14%	8%
Autres employés	23%	18%	15%	15%	9%
Ouvriers	22%	22%	13%	13%	7%
Hommes/ femmes au foyer	23%	22%	7%	10%	8%
Chômeurs	20%	22%	8%	9%	10%
Retraités	20%	22%	11%	14%	8%
Etudiants	27%	17%	13%	13%	11%
Ma voix compte dans l'UE					
D'accord	30%	19%	16%	15%	7%
Pas d'accord	19%	23%	11%	13%	9%
La mondialisation est une opportunité					
D'accord	27%	20%	16%	15%	8%
Pas d'accord	17%	23%	11%	13%	9%
Difficultés à payer ses factures					
La plupart du temps	23%	17%	11%	9%	10%
De temps en temps	21%	24%	8%	10%	13%
Pratiquement jamais	21%	22%	8%	14%	15%

Voici les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?										
L'Union européenne										
	DE 	ES 	FR 	IT 	PL 	UK 	EL 	PT 	IE 	CY 
 Sexe										
Homme	23%	19%	24%	27%	31%	10%	22%	25%	27%	20%
Femme	23%	20%	21%	24%	34%	11%	26%	24%	22%	16%
 Age										
15-24	23%	19%	22%	30%	37%	19%	28%	29%	27%	16%
25-39	26%	20%	22%	27%	38%	12%	22%	30%	23%	18%
40-54	23%	22%	19%	29%	27%	8%	22%	26%	24%	20%
55 +	23%	17%	25%	21%	30%	9%	25%	18%	26%	18%
 Age de fin d'étude										
15-	18%	14%	20%	22%	26%	7%	25%	22%	23%	18%
16-19	26%	20%	22%	26%	33%	9%	21%	26%	24%	16%
20+	23%	28%	23%	30%	35%	12%	24%	34%	25%	20%
Etudiants	26%	20%	26%	28%	30%	25%	31%	27%	31%	19%
 Catégorie socioprofessionnelle										
Indépendants	24%	21%	26%	28%	28%	8%	26%	33%	27%	27%
Cadres	23%	37%	22%	26%	35%	10%	33%	38%	21%	29%
Autres employés	20%	32%	28%	26%	31%	10%	23%	20%	23%	18%
Ouvriers	22%	19%	19%	28%	37%	10%	28%	28%	27%	11%
Hommes/ femmes au foyer	26%	13%	20%	28%	48%	12%	21%	18%	22%	16%
Chômeurs	27%	17%	20%	26%	32%	9%	14%	26%	20%	14%
Retraités	23%	18%	23%	19%	30%	9%	24%	17%	29%	19%
Etudiants	26%	20%	26%	28%	30%	25%	31%	27%	31%	19%

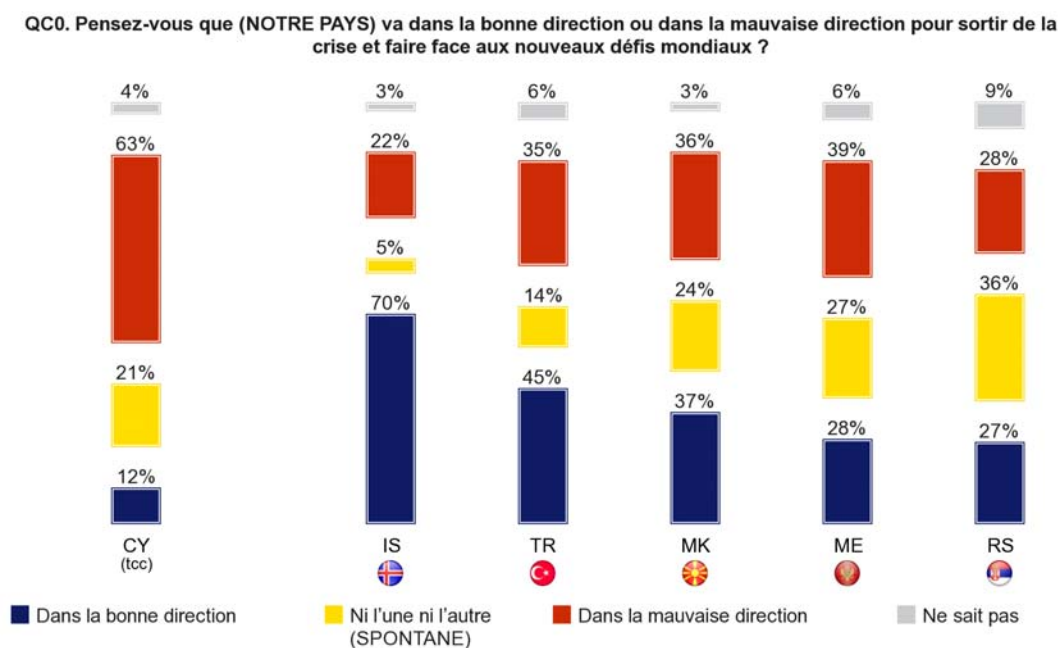
- L'appréciation de la direction prise par le pays pour sortir de la crise varie fortement entre les pays candidats -

Les personnes interrogées dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (excepté la Croatie qui intègre l'UE le 1^{er} juillet 2013) et dans la communauté chypriote turque **ont été invitées à se prononcer sur la direction prise pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux**⁸.

Sur ce point, les avis sont très partagés. Les personnes interrogées en Islande sont, de loin, les plus optimistes : 70% considèrent que leur pays va dans la bonne direction. Le même constat est fait, mais dans une moindre mesure, en Turquie (45%).

Les personnes interrogées dans la communauté chypriote turque, inversement, sont une majorité (63%) à estimer que leur communauté va dans la mauvaise direction. C'est aussi le cas au Monténégro (39%) pour une majorité relative des personnes interrogées.

Quant aux personnes interrogées dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Serbie, elles sont beaucoup plus partagées : les premières sont 37% à dire que leur pays va dans la bonne direction (pour 36% dans la mauvaise direction et 24% ni dans l'une ni dans l'autre) ; les secondes sont 28% à penser que leur pays va dans la mauvaise direction (pour 27% dans la bonne et 36% ni dans l'une ni dans l'autre).



CY(tcc) : « Pensez-vous que notre Communauté va dans la bonne direction ... ? »

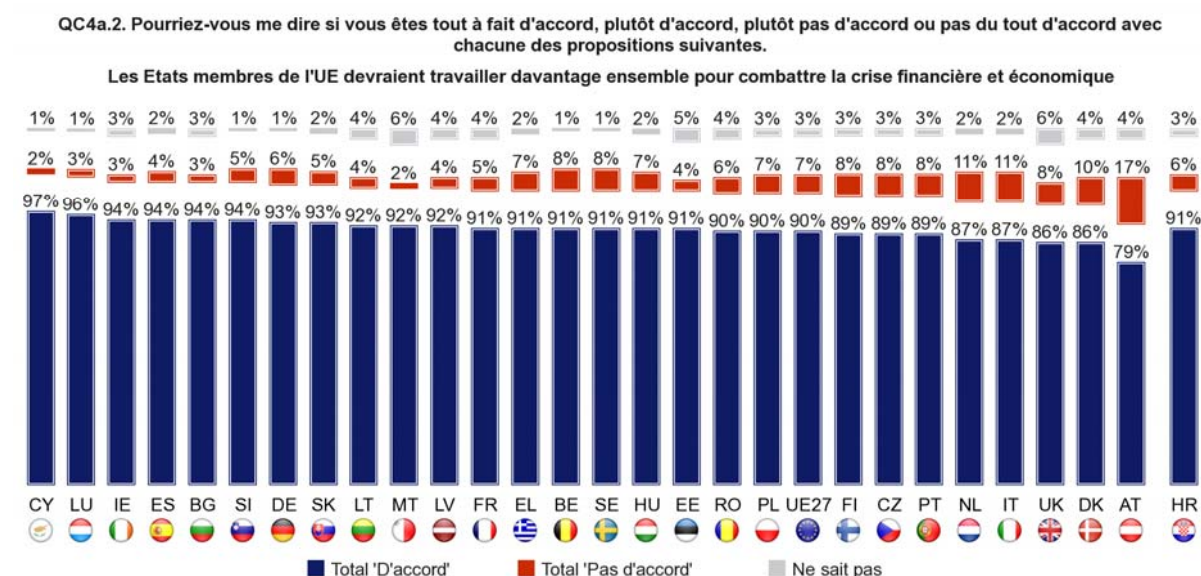
⁸ QC0 Pensez-vous que (NOTRE PAYS)* va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ? : Dans la bonne direction ; Dans la mauvaise direction ; Ni l'une ni l'autre (SPONTANE) ; NSP (*CY(tcc) « Pensez-vous que notre Communauté va ... ? »)

IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE

1. Un rôle accru pour l'Union européenne ?

Travailler ensemble

Neuf Européens sur dix (résultat stable) souhaiteraient **davantage de coopération entre les Etats membres de l'Union européenne** afin de lutter contre la crise économique et financière⁹. On encourage cette collaboration accrue surtout à Chypre (97%), au Luxembourg (96%), ainsi qu'en Slovaquie, en Bulgarie, en Irlande et en Espagne (94% chacun).



Même si l'opinion européenne est restée stable en moyenne, **on enregistre quelques évolutions au niveau national**. Le souhait de voir davantage les Etats membres travailler ensemble a progressé dans 13 Etats membres, et en particulier au Portugal (89%, +5 points) et en République tchèque (89%, +4 points). Il a en revanche baissé dans neuf autres et est resté parfaitement stable dans cinq pays.

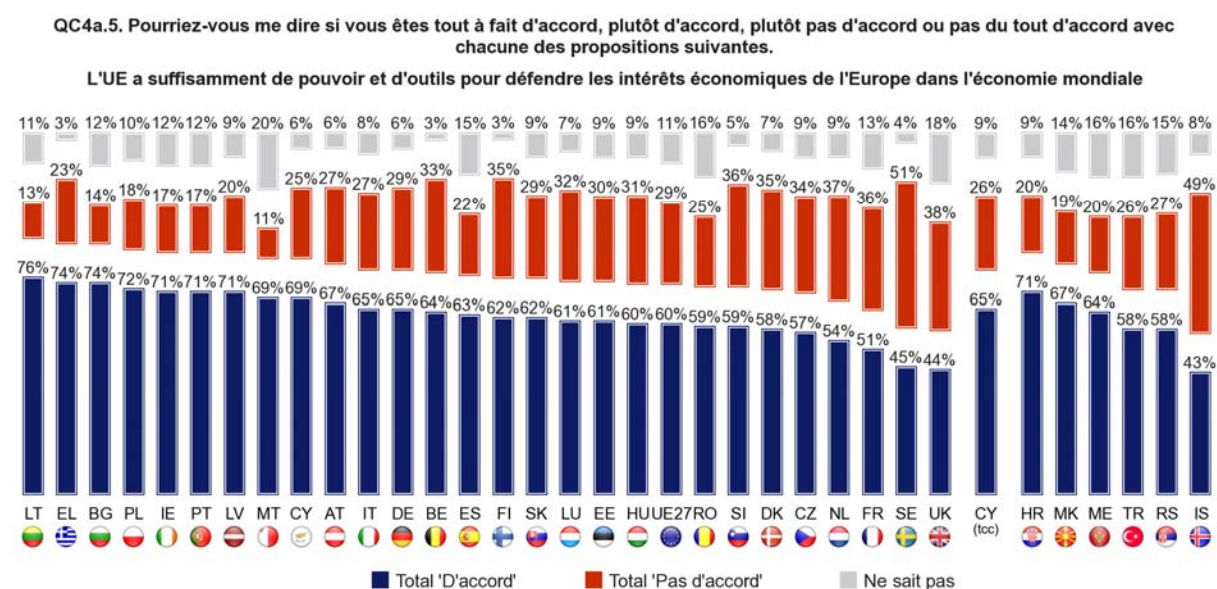
⁹ QC4a.2 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique

Pouvoirs et outils de l'Union européenne

Une majorité de six personnes sur dix (-1 point depuis l'automne 2012) considère que l'Union européenne dispose de suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale¹⁰. Inversement, elles sont 29% (stable) à penser le contraire.

On fait davantage confiance au pouvoir et aux outils de l'Union européenne dans les pays NEM12 (66%, pour 59% dans les pays UE15), et au sein de la zone euro (62%, pour 57% en dehors).

L'opinion selon laquelle l'Union européenne dispose d'assez de pouvoir et d'outils (UE27 60%), est le plus fortement répandue en Lituanie (76%), en Grèce et en Bulgarie (74% chacun), ainsi qu'en Pologne (72%). Cependant, la Suède et le Royaume-Uni sont les deux seuls Etats membres où moins d'une personne interrogée sur deux est de cet avis (avec respectivement 45% et 44%), de même qu'un des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, l'Islande (43%). La Suède est cependant le seul pays où une majorité absolue des personnes interrogées considère que l'Union européenne n'a pas suffisamment de pouvoir et d'outils (51%).



Dans 13 Etats membres, le sentiment que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale a progressé : les évolutions les plus notables sont observées au Luxembourg (61%, +8 points), au Danemark (58%, +7 points) et à Malte (69%, +6 points). A l'inverse, cette opinion a **reculé** dans 11 autres pays, et en particulier au Royaume-Uni (44%) et en Espagne (63%), où elle perd sept points. Elle reste stable dans trois Etats membres.

¹⁰ QC4a.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

Une analyse sociodémographique révèle certaines variations selon les catégories : le fait d'encourager une plus grande coopération des Etats membres entre eux est surtout plébiscité par les cadres (93%, pour 88% des chômeurs), les étudiants (93%) et les plus diplômés (92%, pour 86% des moins diplômés). L'opinion selon laquelle l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale est, quant à elle, davantage soutenue par les plus jeunes (64% des 15-24 ans, pour 56% des 55 ans et plus), les plus diplômés (62%, pour 55% des moins diplômés), et les Européens « optimistes » (70% de ceux qui pensent que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée, pour 55% de ceux qui disent que le pire reste à venir).

2. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la crise

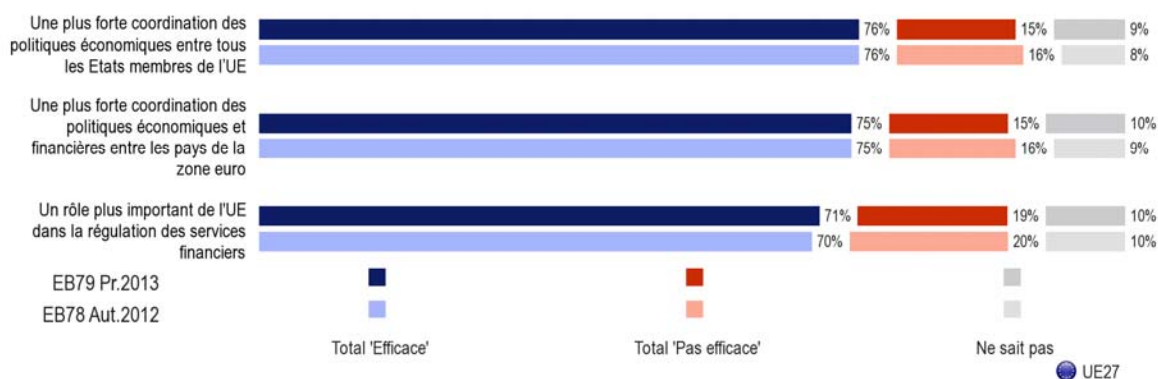
Huit mesures destinées à combattre la crise financière et économique étaient testées, et chacune d'elle est jugée efficace par une majorité absolue d'Européens.

Trois de ces mesures avaient déjà été testées dans le passé : elles restent jugées efficaces par de fortes majorités d'Européens ; ce sont des résultats stables depuis l'enquête Eurobaromètre EB76 de l'automne 2011¹¹.

- Plus de trois Européens sur quatre (76%, stable depuis l'automne 2012) estiment qu'une **plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'Union européenne contribuerait efficacement à combattre la crise financière et économique**.
- Ils sont presque aussi nombreux (75%, stable) à penser qu'une **plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro serait une mesure efficace**.
- Quant aux Européens souhaitant **un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers**, ils représentent **71% (+1 point)** des personnes interrogées.

¹¹ QC5.1 à QC5.8 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace : Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers ; Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats ; membres de l'UE ; Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro ; La nomination d'un ministre des finances de l'UE ; L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE ; Une gouvernance plus responsable de l'euro ; Des amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop ; Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire)

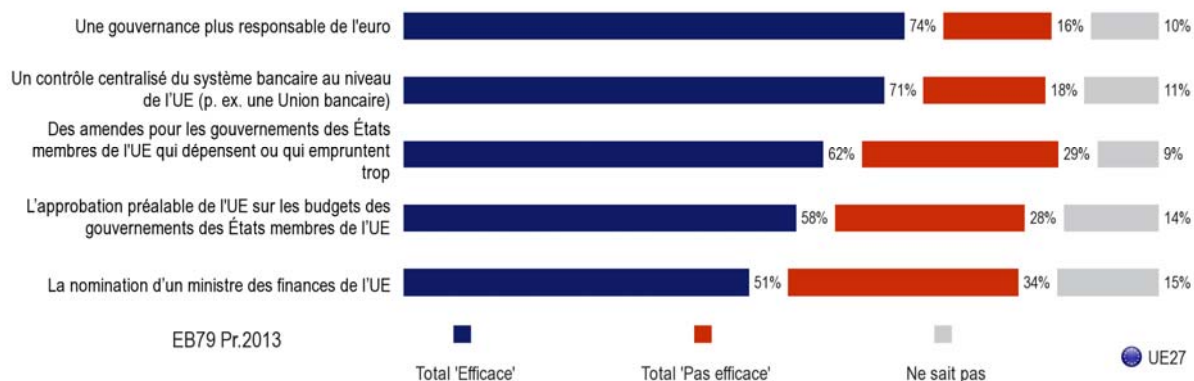
QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



A ces trois mesures déjà testées lors d'enquêtes Eurobaromètre Standard précédentes, s'ajoutent, au printemps 2013, cinq autres mesures qui recueillent les niveaux d'adhésion suivants :

- Une gouvernance plus responsable de l'euro : 74%.
- Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'Union européenne : 71%.
- Des amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne qui dépensent ou qui empruntent trop : 62%.
- L'approbation préalable de l'Union européenne sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne : 58%.
- La nomination d'un ministre des finances de l'Union européenne : 51%.

QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



Notons que l'on croit chaque fois bien davantage à l'efficacité de ces huit mesures au sein de la zone euro. La proportion de réponses « Total 'Efficace' » enregistre en effet entre 5 et 17 points de plus qu'en dehors de cette zone.

Dans chacun des 27 Etats membres, on considère à la majorité absolue qu'**une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'Union européenne (UE27 76%)** contribuerait efficacement à lutter contre la crise. Cela est particulièrement vrai à Chypre (90%), en Belgique (88%), au Luxembourg (85%), ainsi qu'en Allemagne et en Slovaquie (84% chacun). Cette opinion a progressé dans 18 Etats membres, et surtout en Estonie (68%, +7 points) et en Roumanie (79%, +6 points). Elle a diminué dans six autres et est restée stable dans les trois derniers.

Une majorité absolue se dégage également au sein de tous les Etats membres pour estimer qu'**une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro (UE27 75%)** serait efficace pour combattre la crise. Cela se confirme en particulier à Chypre (89%), au Luxembourg (87%), en Belgique (86%) et en Allemagne (84%). Cette opinion est en progression dans 16 Etats membres, et surtout en Slovénie (83%, +8 points). Elle est en recul dans huit autres et stable dans trois pays.

La troisième mesure en termes de taux de citations au niveau européen, **une gouvernance plus responsable de l'euro (UE27 74%)**, est, elle aussi, jugée efficace pour lutter contre la crise par une majorité absolue de répondants dans chacun des Etats membres. Cela se vérifie essentiellement en Slovaquie (89%), en Slovénie (87%), en Espagne (86%), ainsi qu'au Portugal et en Belgique (84% chacun).

Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'Union européenne (UE27 71%) est une mesure jugée efficace par une majorité absolue de personnes interrogées dans chaque pays, à l'exception du Royaume-Uni (49%), dans lequel elle reste cependant largement majoritaire (35% « Pas efficace »). Les Etats membres dans lesquels elle obtient les taux de citations les plus importants sont la Belgique (84%), l'Allemagne (83%) et les Pays-Bas (82%). Dans la zone euro, les personnes interrogées sont nettement plus nombreuses à estimer que cette mesure serait efficace qu'en dehors de cette zone (77%, pour 60% hors zone euro).

La mesure concernant un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers (UE27 71%) obtient elle aussi une majorité absolue de réponses « Efficace » dans tous les pays de l'Union européenne. Ceux qui enregistrent les plus forts taux sont la Belgique (82%), le Portugal (79%), l'Espagne et la Slovaquie (78% chacun). Cette mesure recule dans 12 Etats membres, et particulièrement aux Pays-Bas (67%, -6 points). Elle progresse dans 11 autres et reste stable dans quatre pays.






























La proposition d'**amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne qui dépensent ou qui empruntent trop (UE27 62%)**, est surtout jugée efficace par les personnes interrogées en Slovaquie (77%), à Chypre (76%) et à Malte (73%). Au total, une majorité absolue de personnes interrogées juge cette mesure efficace dans tous les pays, à l'exception du Royaume-Uni (47%, contre 42% « Pas efficace »).

L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne (UE27 58%), mesure également jugée efficace par une majorité absolue de personnes interrogées dans chaque pays (excepté au Royaume-Uni, 40%), prouverait surtout son efficacité pour les personnes interrogées en Belgique (72%) et en Slovaquie (70%).

Quant à la dernière mesure testée, **la nomination d'un ministre des finances de l'Union européenne (UE27 51%)**, elle est davantage plébiscitée au Luxembourg (65%), en Belgique (62%), en Italie et à Malte (59% chacun). C'est également le cas des personnes interrogées en Croatie (60%). On note également une différence entre la zone euro, où une majorité absolue des personnes interrogées juge que la nomination d'un ministre des finances de l'UE serait une mesure efficace (54%), et la zone non euro, où c'est le cas d'une majorité relative des personnes interrogées (46%).

QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes.
Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

Réponse : Total 'Efficace'

		Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE	Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro	Une gouvernance plus responsable de l'euro	Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire)	Des amendes pour les gouvernements des États membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop	L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des États membres de l'UE	La nomination d'un ministre des finances de l'UE
	UE27	76%	75%	74%	71%	71%	62%	58%	51%
	ZONE EURO	80%	79%	79%	74%	77%	64%	60%	54%
	HORS ZONE EURO	68%	67%	67%	63%	60%	59%	53%	46%
	BE	88%	86%	84%	82%	84%	66%	72%	62%
	BG	80%	79%	79%	74%	73%	69%	62%	53%
	CZ	71%	70%	68%	70%	74%	69%	60%	39%
	DK	76%	72%	72%	59%	78%	58%	53%	40%
	DE	84%	84%	78%	75%	83%	59%	59%	52%
	EE	68%	69%	73%	58%	63%	62%	51%	43%
	IE	76%	77%	74%	75%	78%	63%	64%	56%
	EL	79%	77%	68%	70%	66%	59%	59%	48%
	ES	80%	81%	86%	78%	78%	69%	57%	49%
	FR	80%	77%	72%	76%	73%	63%	54%	54%
	IT	76%	74%	80%	71%	73%	70%	67%	59%
	CY	90%	89%	71%	77%	81%	76%	61%	58%
	LV	68%	71%	68%	62%	72%	61%	54%	44%
	LT	69%	66%	66%	63%	62%	70%	57%	49%
	LU	85%	87%	79%	75%	78%	57%	65%	65%
	HU	66%	64%	63%	64%	60%	58%	57%	52%
	MT	77%	75%	77%	72%	70%	73%	59%	59%
	AT	73%	70%	82%	69%	76%	70%	54%	49%
	NL	81%	80%	77%	67%	82%	57%	56%	58%
	PL	76%	74%	73%	68%	65%	71%	66%	56%
	PT	81%	80%	84%	79%	80%	67%	62%	55%
	RO	79%	75%	77%	76%	64%	61%	54%	53%
	SI	80%	83%	87%	77%	79%	64%	62%	53%
	SK	84%	83%	89%	78%	81%	77%	70%	52%
	FI	66%	70%	73%	63%	72%	65%	57%	45%
	SE	66%	68%	69%	58%	68%	56%	58%	33%
	UK	58%	57%	57%	53%	49%	47%	40%	41%
	HR	76%	76%	77%	73%	72%	73%	65%	60%

On observe une grande constance dans le profil sociodémographique des Européens qui jugent efficace chacune des huit mesures testées : les variations selon le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation sont en général assez peu marquées.


En revanche, on observe des variations plus nettes selon d'autres critères. Par exemple, la proposition "une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'Union européenne", citée par 76% de l'ensemble des Européens, est ainsi surtout mentionnée par des personnes qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne (86%, pour 73% qui pensent le contraire), par celles qui pensent que la mondialisation est une opportunité (84%, pour 70% qui ne le croient pas) et par les personnes qui considèrent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (83%, pour 72% de celles qui considèrent que le pire reste à venir).


Enfin, elle est également davantage mentionnée par les Européens qui déclarent que leur pays a besoin de réformes (79%, pour 58% qui n'en voient pas la nécessité) et par ceux qui estiment que l'Union européenne peut défendre ses intérêts économiques (85%, pour 67% de ceux qui pensent qu'elle n'a pas assez de pouvoir et d'outils pour cela).


QC5.2 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'Union européenne

	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas
UE27	76%	15%	9%

 Sexe			
Homme	77%	17%	6%
Femme	74%	15%	11%

 Age			
15-24	76%	14%	10%
25-39	79%	14%	7%
40-54	75%	18%	7%
55 +	74%	16%	10%

 Age de fin d'études			
15-	71%	16%	13%
16-19	75%	17%	8%
20+	81%	14%	5%
Toujours étudiant	78%	13%	9%

La mondialisation est une opportunité			
D'accord	84%	12%	4%
Pas d'accord	70%	24%	6%

L'impact de la crise sur l'emploi			
A atteint son apogée	83%	11%	6%
Le pire reste à venir	72%	20%	8%

(NOTRE PAYS) a besoin de réformes			
D'accord	79%	14%	7%
Pas d'accord	58%	34%	8%

L'UE peut défendre ses intérêts économiques			
Plutôt d'accord	85%	11%	4%
Plutôt pas d'accord	67%	28%	5%

Ma voix compte dans l'UE			
D'accord	86%	10%	4%
Pas d'accord	73%	19%	8%

V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

1. Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique

Réformer pour affronter le futur

Une très large majorité (89%, stable depuis l'automne 2012) des personnes interrogées estiment que **leur pays a besoin de réformes pour faire face au futur**¹².

Les plus nombreuses à s'exprimer de la sorte ont été interrogées à Chypre (97%), en Bulgarie (96%), en Finlande (95%), en Grèce (94%), de même que dans un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, l'Islande (96%). Quant à celles dont l'opinion a le plus progressé sur ce point (+5 points depuis l'automne 2012), elles résident en Bulgarie (96%), en Hongrie (89%) et en Lettonie (85%).

Déficit public et dette

S'agissant du déficit public et de la dette, la question a été posée en partageant en deux l'échantillon des personnes interrogées, ce qui a permis de leur soumettre deux formulations différentes¹³ :

- **L'une positive (SPLIT A** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne peuvent pas être retardées** »).
- **L'autre négative (SPLIT B** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne sont pas une priorité pour le moment** »).

Les résultats enregistrés ont peu évolué depuis l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2012. **Ainsi, 79% (-2 points) des personnes interrogées estiment que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées**, tandis que 14% (+1 point) pensent le contraire.

Les personnes interrogées les plus affirmatives sur ce point résident à Chypre (89%), à Malte et en Slovaquie (88% chacun), de même qu'en Croatie et en Islande (88% chacun). Cette opinion a diminué de manière spectaculaire aux Pays-Bas (55%, -22 points) ; à l'inverse, elle a progressé de manière sensible en Grèce (74%, +8 points).




































Lorsque la formulation est inversée (« Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »), plus de quatre personnes sur dix (42%, +2 points) répondent de manière favorable, pour 51% (-2 points) qui sont d'un avis contraire.

¹² QC4a.1 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur

¹³ QC4a.3 et QC4a.4 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (SI 'SPLIT A') ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (SI 'SPLIT B')

L'avis selon lequel ces mesures ne sont pas une priorité est d'avantage exprimé dans les pays NEM12 (49%) que dans les pays UE15 (40%). On l'observe en particulier en Lituanie (67%) et en Estonie (63%). C'est à Chypre que l'on enregistre la plus faible proportion de personnes de cet avis (15%). Les progressions les plus importantes concernent les Pays-Bas (45%, +16 points), la Belgique (47%, +13 points) et l'Irlande (51%, +11 points) ; c'est au Portugal que l'on recense la plus forte baisse (42%, -13 points).

QC4a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

	(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur		(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées		(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	
	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
 UE27	89%	=	79%	-2	42%	+2
 CY	97%	=	89%	+2	15%	+1
 BG	96%	+5	62%	-6	42%	-2
 FI	95%	-2	86%	-1	61%	=
 EL	94%	=	74%	+8	43%	-2
 IE	93%	-1	81%	-3	51%	+11
 ES	92%	-1	72%	-4	42%	+2
 LT	92%	=	82%	-1	67%	+7
 SE	92%	=	82%	-4	53%	+1
 PL	91%	-1	80%	-1	49%	-7
 RO	91%	+2	69%	+1	52%	+1
 SI	91%	+4	88%	=	51%	+2
 FR	90%	-3	81%	-3	30%	=
 IT	89%	+1	83%	+3	49%	+7
 HU	89%	+5	82%	=	59%	+2
 PT	89%	=	72%	-4	42%	-13
 BE	88%	-2	82%	-5	47%	+13
 MT	88%	-3	88%	-1	32%	+7
 DE	87%	=	86%	-3	39%	+2
 NL	87%	=	55%	-22	45%	+16
 EE	86%	-1	71%	+2	63%	+3
 UK	86%	-2	79%	=	32%	=
 LV	85%	+5	78%	=	44%	-4
 SK	85%	+3	87%	+3	43%	+4
 CZ	81%	+4	83%	+4	43%	+3
 LU	79%	+3	80%	-6	35%	+3
 AT	79%	+4	74%	-2	40%	+5
 DK	58%	-4	74%	-3	44%	-2
 CY (tcc)	85%	-5	89%	+5	27%	-4
 IS	96%	NA	88%	NA	28%	NA
 HR	93%	NA	88%	NA	43%	NA
 ME	91%	NA	77%	NA	28%	NA
 RS	86%	NA	81%	NA	31%	NA
 MK	85%	NA	63%	NA	45%	NA
 TR	77%	NA	70%	NA	55%	NA

Total des réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord »

2. Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?

Les personnes interrogées ont été invitées à donner leur avis sur six mesures que pourrait prendre l'Union européenne dans le but de réformer les marchés financiers mondiaux¹⁴.

Dans la continuité de ce que l'on a observé depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76), **la majorité des personnes interrogées se dit favorable aux mesures testées. Pour quatre des six mesures, la proportion de réponses « Favorable » est supérieure à celle enregistrée à l'automne 2012 (automne 2011 pour la question sur la réglementation des salaires).**

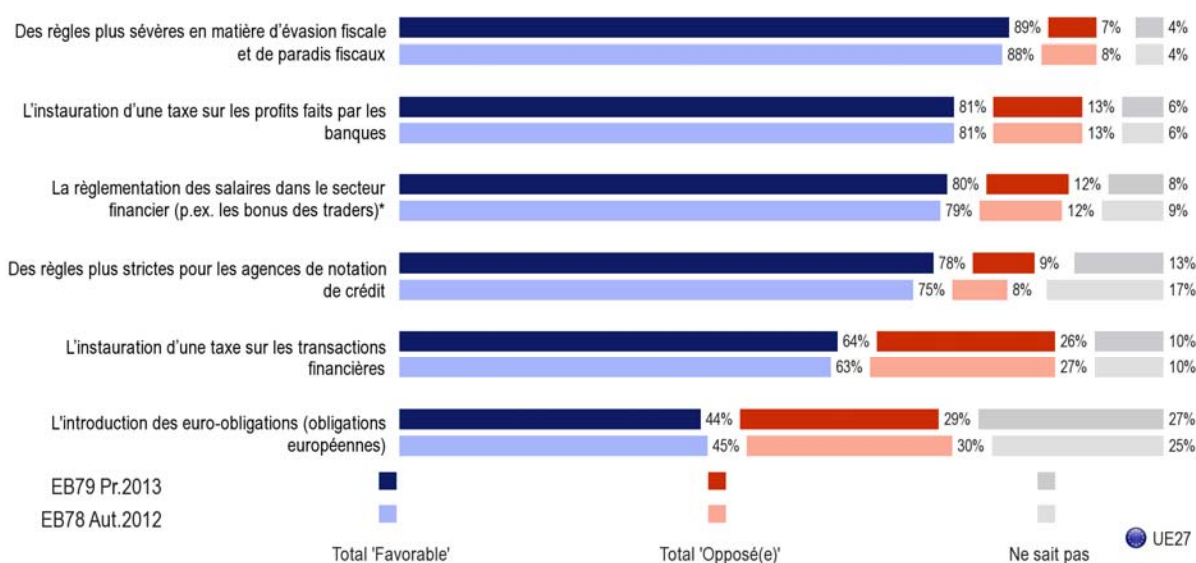
Ainsi, 89% (+1 point de pourcentage depuis l'automne 2012) des Européens approuveraient la mise en place de règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux, et 81% (stable) l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques.

La réglementation des salaires dans le secteur financier serait soutenue par huit Européens sur dix (+1 point depuis l'automne 2011). Ils seraient aussi 78% (+3 points depuis l'automne 2012) à soutenir des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit. Plus de six personnes sur dix (64%, +1 point) seraient d'accord pour instaurer une taxe sur les transactions financières¹⁵, tandis que 44% (-1 point) approuveraient le principe d'une introduction des euro-obligations.

¹⁴ QC6.1 à QC6.6 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre : Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux ; L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques ; L'instauration d'une taxe sur les transactions financières ; L'introduction des euro-obligations (obligations européennes) ; Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit ; La réglementation des salaires dans le secteur financier

¹⁵ En février 2013, la Commission européenne a défini les modalités de mise en place d'une TTF dans 11 Etats membres, dans le cadre d'une coopération renforcée. Il s'agit de la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, la Slovaquie, le Portugal, la Grèce, la Slovaquie, l'Italie, l'Espagne et l'Estonie. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-115_fr.htm

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



* « La réglementation des salaires ... » Item posé précédemment en EB76 Aut.2011

Il est intéressant de signaler que les citoyens européens interrogés au sein de la zone euro seraient plus nombreux qu'en dehors de celle-ci à souscrire à chacune des six mesures testées. Cela se vérifie avant tout pour **l'instauration d'une taxe sur les transactions financières** (plébiscitée à 71% dans la zone euro, pour 51% en dehors). Même si les différences sont moins importantes, c'est également le cas pour **la réglementation des salaires dans le secteur financier** (83%, pour 74%), pour **des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit** (80%, pour 73%), pour **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques** (83%, pour 78%), pour **des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux** (90%, pour 86%). On ne note pas de différence en ce qui concerne **l'introduction des euro-obligations** (44%, pour 43%).

L'instauration de règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (UE27 89%), qui est la mesure à laquelle les Européens sont les plus favorables, est particulièrement soutenue à Chypre (97%), et par 94% des personnes interrogées au Danemark, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en Slovaquie et en Suède. Elle progresse dans 19 Etats membres, et principalement en Lettonie (78%, +12 points).

C'est en Grèce et à Chypre (93% chacun) que **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques (UE27 81%)** obtient le soutien le plus important, mais également en République tchèque (89%), ainsi que dans l'un des pays candidats, la Croatie (90%). On observe des évolutions positives dans 17 Etats membres, et surtout en Hongrie (84%, +10 points).






























La réglementation des salaires dans le secteur financier (UE27 80%), est particulièrement plébiscitée en Slovénie (93%), en Espagne (89%) et en Slovaquie (88%). Depuis l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2011, le soutien à cette mesure a particulièrement progressé à Malte (56%, +9 points) et au Portugal (87%, +7 points) et a surtout diminué au Royaume-Uni (72%, -7 points).

Les personnes les plus favorables à **des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (UE27 78%)**, dans le but de réformer les marchés financiers mondiaux, se retrouvent davantage en Suède (91%), en Grèce (89%) et en Autriche (88%). Les progressions les plus fortes ont été enregistrées au Luxembourg (84%), en Lettonie (76%) et à Malte (66%) (+11 points) et en Slovénie (86%, +8 points).

C'est en Autriche (86%) et en Allemagne (82%), deux pays faisant partie des 11 Etats membres s'étant mis d'accord pour une coopération renforcée pour **l'instauration d'une taxe sur les transactions financières**, que cette mesure est citée le plus souvent (**UE27 64%**). A l'inverse, les taux de citations les plus bas sont observés aux Pays-Bas (35%) et à Malte (36%), ce dernier pays enregistrant dans le même temps la plus forte progression (+12 points)

Quant à **l'introduction des euro-obligations**, que soutiennent **44% des Européens** (pour 29% qui s'y opposent), elle est surtout plébiscitée en Belgique (71%), en Grèce (62%), ainsi qu'en Croatie (63%), mais pour moins de trois personnes sur dix en Allemagne (26%). La progression la plus notable concerne la Finlande (38%, +8 points) et la plus forte baisse l'Espagne (41%, -10 points).

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

		Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)		Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
		Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2012	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2012	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2011	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2012	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2012	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2013-Aut.2012
	UE27	89%	+1	81%	=	80%	+1	78%	+2	64%	+1	44%	-1
	ZONE EURO	90%	+1	83%	=	83%	+1	80%	+1	71%	=	44%	-2
	HORS ZONE EURO	86%	=	78%	=	74%	-1	73%	+2	51%	+3	43%	-1
	CY	97%	+1	93%	+2	82%	+6	83%	+3	61%	-4	38%	-5
	AT	94%	+5	82%	+4	87%	+1	88%	+4	86%	+5	39%	-1
	ES	94%	+2	85%	+2	89%	+1	81%	+2	70%	+3	41%	-10
	SI	94%	+2	83%	-2	93%	+1	86%	+8	55%	-1	47%	+1
	DK	94%	+1	75%	-1	66%	+6	77%	+3	62%	+4	50%	+3
	DE	94%	=	86%	-2	84%	=	82%	=	82%	+1	26%	=
	NL	94%	=	77%	+6	81%	-1	86%	+4	35%	+4	37%	-2
	SE	94%	=	80%	+1	75%	-2	91%	+5	52%	+3	39%	+3
	SK	94%	-1	86%	+2	88%	-2	84%	-1	68%	+2	53%	+1
	EL	94%	-3	93%	-5	84%	+2	89%	+4	71%	=	62%	-1
	CZ	93%	+2	89%	+2	81%	=	79%	+1	63%	+3	49%	=
	FI	93%	=	77%	+4	81%	+1	83%	-1	55%	-1	38%	+8
	BE	91%	+1	85%	+1	86%	-1	83%	-3	66%	-3	71%	+4
	HU	90%	+1	84%	+10	82%	-1	83%	+2	43%	+4	55%	-1
	FR	90%	+1	83%	-1	84%	+1	75%	-1	72%	-5	48%	-3
	PT	89%	+4	87%	+2	87%	+7	81%	+4	70%	-7	57%	+1
	RO	89%	+1	78%	-1	67%	+2	59%	+1	61%	-3	46%	+2
	IE	87%	+1	84%	-1	85%	-2	81%	=	48%	+3	56%	+2
	UK	87%	+1	77%	-1	72%	-7	77%	+1	41%	+2	35%	-2
	BG	86%	+5	79%	+4	77%	-1	70%	+1	54%	+3	44%	=
	MT	86%	+4	55%	+3	56%	+9	66%	+11	36%	+12	42%	=
	LT	83%	+8	83%	+3	75%	-6	77%	+7	64%	+5	39%	+3
	LU	82%	+8	73%	+2	82%	=	84%	+11	49%	-10	55%	+4
	IT	82%	+2	79%	+2	74%	+1	77%	+3	70%	+1	55%	-1
	LV	78%	+12	70%	+2	74%	+1	76%	+11	52%	+6	36%	+6
	EE	78%	-3	74%	=	68%	-2	73%	+2	45%	+1	37%	+7
	PL	78%	-1	76%	=	76%	+6	65%	+2	55%	+5	51%	-1
	HR	90%	NA	90%	NA	84%	=	85%	NA	70%	NA	63%	NA

L'analyse sociodémographique des résultats montre que les Européens les plus favorables à chacune des six mesures proposées sont les plus « positifs » à l'égard de l'Union européenne. Il s'agit de ceux qui estiment que leur voix compte dans l'Union européenne, de ceux qui considèrent la mondialisation comme une opportunité, ainsi que des plus optimistes (pour qui l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée). Ce sont aussi les personnes qui pensent que l'Union européenne est suffisamment forte pour défendre ses intérêts économiques et qui disent que leur pays a besoin de réformes.

On observe également que **les personnes les plus diplômées** sont plus nombreuses à soutenir la plupart des différentes mesures proposées : elles soutiendraient en particulier l'instauration de règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (91%, pour 88% des moins diplômées), l'introduction d'euro-obligations (48%, pour 37%), des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (82%, pour 71%), mais aussi la réglementation des salaires dans le secteur financier (82%, pour 78%). Cependant, les personnes qui ont quitté l'école avant 16 ans seraient plus favorables à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (67%, pour 63% de celles qui ont suivi des études au-delà de 19 ans). Dans l'ensemble, on note cependant que les différences entre catégories sociodémographiques sont assez peu marquées.

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.









	Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)		Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'
UE27	89%	7%	81%	13%	80%	12%	78%	9%	64%	26%	44%	29%
Sexe												
Homme	90%	7%	82%	14%	81%	13%	79%	11%	65%	28%	47%	32%
Femme	89%	6%	81%	12%	79%	11%	75%	8%	62%	25%	40%	27%
Age												
15-24	85%	9%	76%	17%	74%	14%	72%	12%	55%	34%	45%	26%
25-39	89%	8%	82%	13%	80%	13%	79%	9%	62%	29%	46%	29%
40-54	90%	7%	84%	12%	82%	12%	81%	9%	67%	25%	45%	32%
55 +	90%	5%	81%	12%	81%	10%	76%	7%	66%	22%	40%	30%
Age de fin d'études												
15-	88%	6%	81%	11%	78%	10%	71%	8%	67%	18%	37%	27%
16-19	89%	7%	83%	12%	81%	11%	78%	9%	65%	26%	44%	29%
20+	91%	7%	83%	14%	82%	13%	82%	9%	63%	30%	48%	32%
Toujours étudiant	87%	8%	76%	17%	76%	13%	76%	10%	55%	34%	45%	27%
Catégorie socioprofessionnelle												
Indépendants	87%	10%	82%	14%	78%	15%	80%	12%	64%	29%	50%	31%
Cadres	93%	6%	84%	13%	81%	16%	85%	8%	66%	29%	46%	37%
Autres employés	89%	8%	83%	14%	82%	12%	80%	11%	65%	27%	49%	29%
Ouvriers	89%	7%	84%	11%	80%	12%	78%	9%	65%	26%	44%	30%
Hommes/ femmes au foyer	88%	7%	79%	12%	77%	11%	73%	8%	64%	21%	38%	22%
Chômeurs	86%	8%	82%	12%	81%	10%	75%	9%	60%	27%	43%	26%
Retraités	90%	5%	81%	12%	81%	9%	75%	7%	66%	21%	39%	30%
Etudiants	87%	8%	76%	17%	76%	13%	76%	10%	55%	34%	45%	27%
Ma voix compte dans l'UE												
D'accord	91%	7%	83%	13%	85%	11%	83%	9%	70%	23%	55%	26%
Pas d'accord	89%	7%	82%	13%	79%	13%	76%	10%	62%	28%	40%	32%
La mondialisation est une opportunité												
D'accord	92%	6%	83%	13%	83%	12%	83%	9%	66%	27%	50%	30%
Pas d'accord	88%	9%	81%	15%	80%	15%	78%	12%	65%	28%	42%	36%
L'impact de la crise sur l'emploi												
A atteint son apogée	92%	5%	85%	11%	83%	11%	82%	7%	66%	26%	51%	26%
Le pire reste à venir	88%	8%	80%	15%	79%	13%	77%	10%	63%	27%	40%	33%
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes												
D'accord	92%	5%	84%	11%	82%	11%	79%	8%	66%	25%	46%	28%
Pas d'accord	76%	21%	69%	27%	67%	27%	64%	27%	52%	41%	32%	47%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques												
Plutôt d'accord	92%	5%	85%	11%	84%	10%	82%	8%	69%	23%	52%	26%
Plutôt pas d'accord	87%	11%	78%	18%	78%	18%	76%	15%	59%	35%	37%	41%

Voici les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux

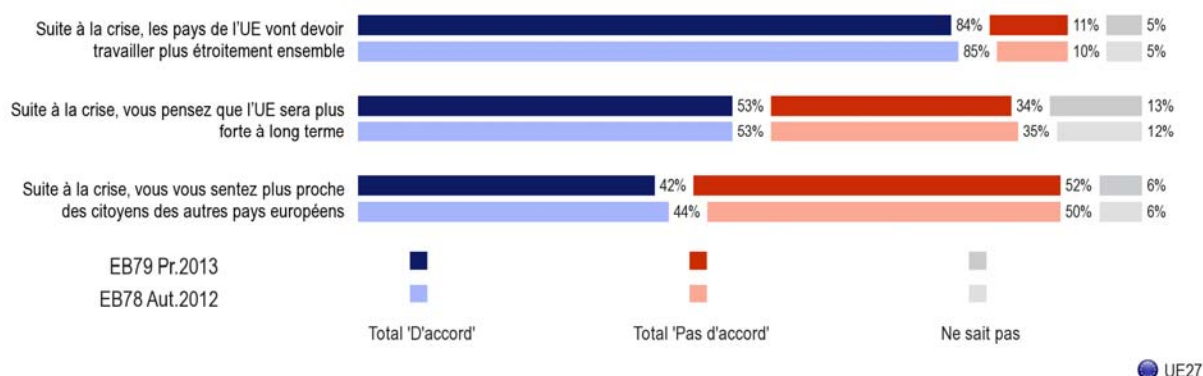
Total 'Favorable'

	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
										
 Sexe										
Homme	95%	95%	91%	82%	80%	88%	94%	92%	86%	98%
Femme	94%	93%	90%	83%	75%	86%	94%	87%	87%	96%
 Age										
15-24	96%	89%	86%	78%	78%	77%	96%	87%	78%	94%
25-39	93%	93%	89%	82%	79%	89%	95%	89%	86%	95%
40-54	94%	97%	92%	82%	77%	88%	93%	91%	88%	99%
55 +	94%	93%	92%	83%	76%	89%	93%	89%	90%	97%
 Age de fin d'études										
15-	93%	92%	89%	83%	69%	86%	91%	88%	86%	96%
16-19	95%	93%	89%	85%	78%	88%	94%	90%	86%	96%
20+	93%	97%	94%	77%	79%	90%	96%	93%	89%	98%
Etudiants	95%	93%	89%	77%	82%	80%	97%	88%	75%	95%
 Catégorie socioprofessionnelle										
Indépendants	89%	97%	91%	86%	77%	84%	93%	88%	87%	100%
Cadres	95%	100%	94%	89%	77%	93%	100%	98%	84%	96%
Autres employés	95%	92%	92%	76%	87%	93%	95%	85%	86%	97%
Ouvriers	96%	90%	88%	85%	77%	91%	95%	89%	93%	93%
Hommes/femmes au foyer	92%	94%	90%	82%	91%	87%	96%	90%	84%	100%
Chômeurs	88%	96%	90%	82%	71%	74%	93%	86%	87%	96%
Retraités	95%	93%	91%	82%	73%	88%	92%	91%	91%	97%
Etudiants	95%	93%	89%	77%	82%	80%	97%	88%	75%	95%
Ma voix compte dans l'UE										
D'accord	95%	95%	91%	89%	80%	89%	95%	92%	88%	96%
Pas d'accord	92%	90%	95%	28%	50%	80%	82%	60%	59%	71%
La mondialisation est une opportunité										
D'accord	95%	95%	91%	89%	80%	89%	95%	92%	88%	96%
Pas d'accord	92%	90%	95%	28%	50%	80%	82%	60%	59%	71%
L'impact de la crise sur les emplois										
A atteint son apogée	97%	95%	92%	91%	81%	91%	97%	88%	88%	97%
Le pire reste à venir	94%	94%	90%	77%	77%	86%	93%	90%	85%	97%
(NOTRE PAYS) a besoin réformes										
D'accord	95%	95%	91%	89%	80%	89%	95%	92%	88%	96%
Pas d'accord	92%	90%	95%	28%	50%	80%	82%	60%	59%	71%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques										
Plutôt d'accord	96%	94%	93%	89%	84%	90%	96%	92%	87%	97%
Plutôt pas d'accord	92%	96%	94%	66%	61%	88%	92%	82%	83%	95%

VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UNION EUROPÉENNE ET LES EUROPÉENS

Les personnes interrogées étaient invitées à répondre à trois questions sur les conséquences de la crise financière et économique¹⁶.

QC4a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



Par rapport à l'automne 2012, les résultats évoluent peu : sur les trois propositions testées, les écarts enregistrés n'excèdent pas deux points.

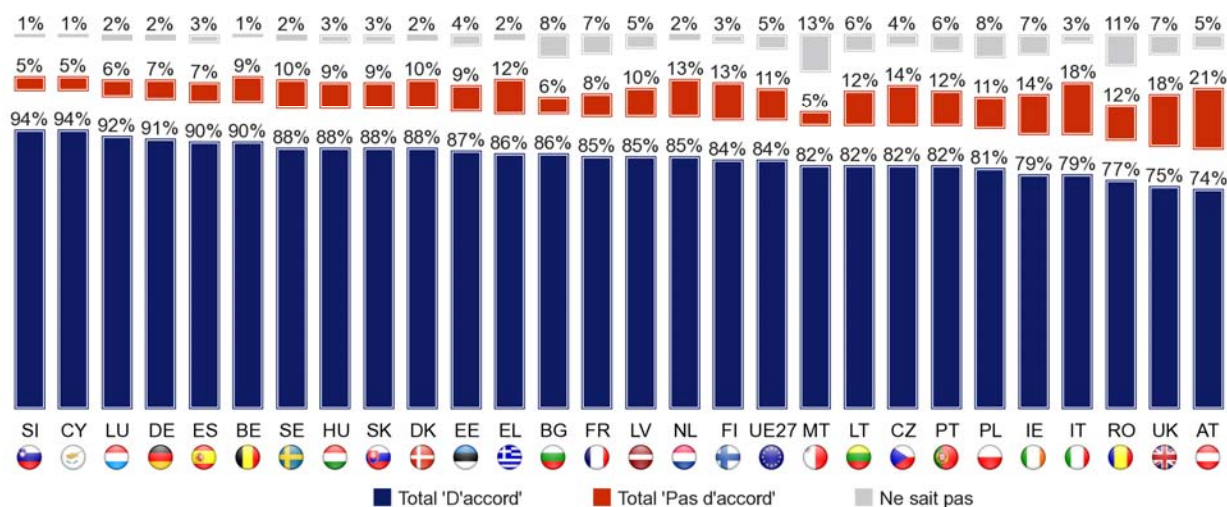
Conformément à ce qui a été observé à l'automne 2012, c'est l'appréciation que **suite à la crise, les pays de l'Union européenne vont devoir travailler plus étroitement ensemble** qui s'impose. **Plus de huit personnes sur dix (84%, -1 point depuis l'automne 2012) sont de cet avis (contre 11%, +1).**

Ce sentiment est assez fortement partagé dans l'ensemble des Etats membres, mais on note cependant quelques différences, à commencer par un écart entre les Etats membres de la zone euro (85%) et les pays hors zone euro (79%). Ce sentiment d'une plus grande coopération entre Etats membres comme conséquence de la crise est le plus prononcé à Chypre et en Slovaquie (94% chacun), au Luxembourg (92%), ainsi qu'en Allemagne (91%). Il a particulièrement progressé en Lettonie (85%, +6 points) et a au contraire le plus diminué à Malte (82%, -6 points).

¹⁶ QC4a.6 à QC4a.8 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme ; Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens ; Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble

QC4a.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble

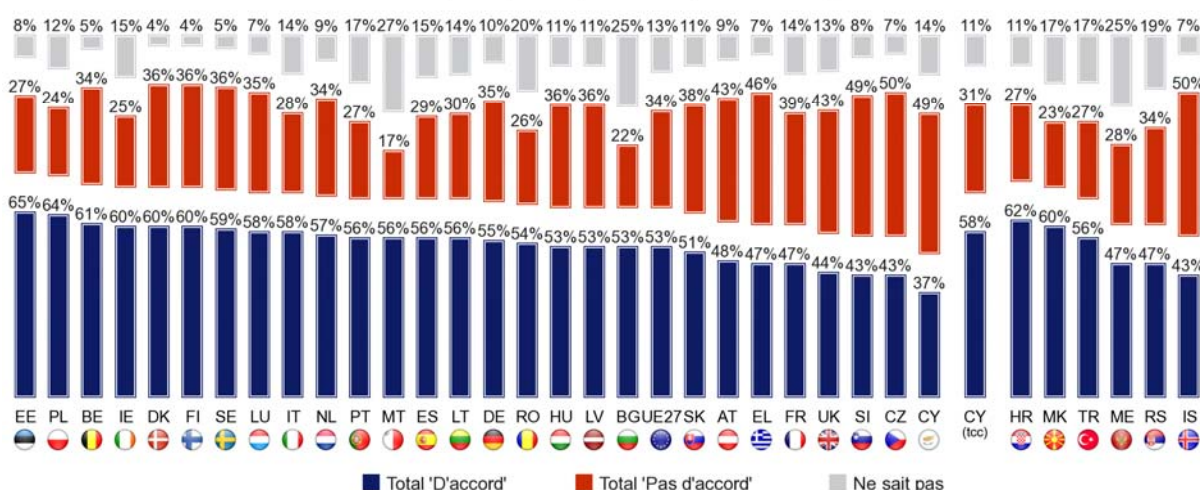


Une majorité de personnes interrogées (53%, stable) estiment que, suite à cette crise, l'Europe sera plus forte à long terme (contre 34%, -1).

Ce sentiment est majoritaire dans 24 Etats membres, parmi lesquels le Royaume-Uni (44% contre 43%) et la Grèce (47% contre 46%) dans lesquels l'opinion est très partagée. Il est le plus prononcé en Estonie (65%) et en Pologne (64%). Au contraire, ce sentiment n'est pas partagé à Chypre (37%), en République tchèque (43%) et en Slovaquie (43%) où seule une minorité de personnes interrogées pense que l'Union européenne sortira plus forte de la crise à long terme.

QC4a.6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme



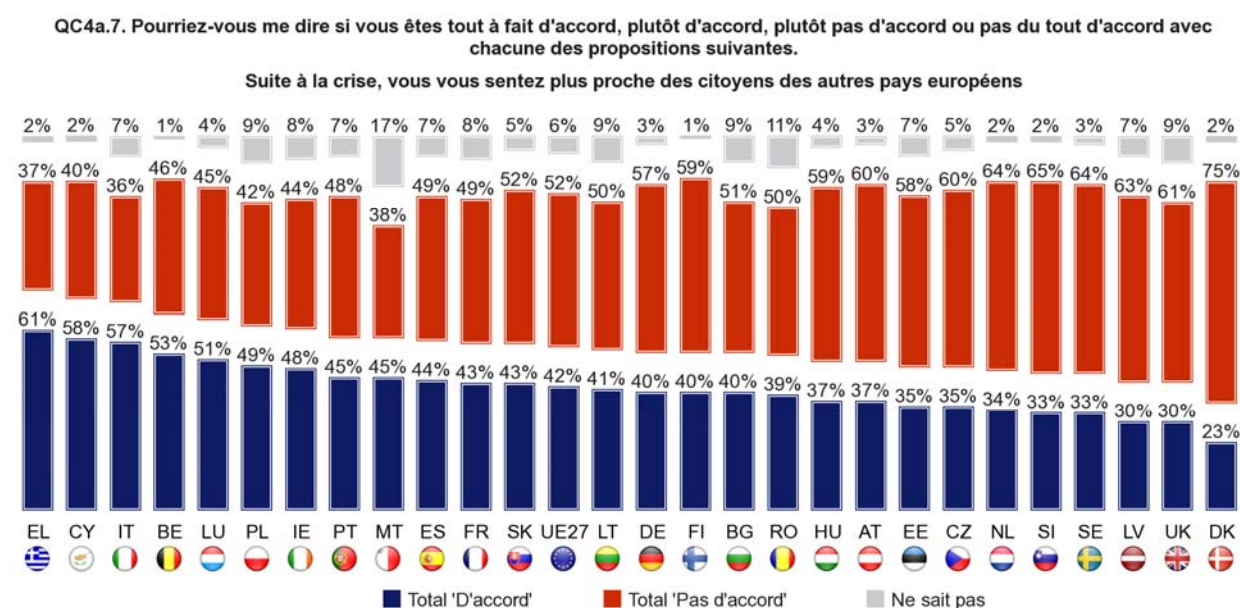
D'importantes évolutions sont observées à la hausse et à la baisse : les plus fortes progressions concernent la Belgique (61%) et Malte (56%), qui gagnent chacun neuf points en six mois. Des hausses sont également observées au Royaume-Uni (+2), en Grèce (+7) et en Slovaquie (+8) : dans ces trois pays, l'opinion selon laquelle suite à la crise, l'Union européenne sera plus forte à long terme devient majoritaire. Inversement, les plus fortes baisses sont enregistrées à Chypre (37%) et en Slovaquie (43%), qui perdent chacun 10 points, et basculent ainsi dans les pays où le scepticisme l'emporte.

Enfin, plus de la moitié des personnes interrogées (**52%, +2 points**) dit **ne pas se sentir** pour autant **plus proche des autres citoyens de l'Union européenne**, pour 42% qui déclarent le contraire (-2).





























Cette opinion est davantage exprimée en dehors de la zone euro (55%, pour 49% dans la zone euro).

Ce sentiment de ne pas se sentir plus proche des autres Européens suite à la crise est majoritaire dans 19 Etats membres. Il est avant tout partagé au Danemark (75%), en Slovaquie (65%), ainsi qu'aux Pays-Bas et en Suède (64%). Les évolutions les plus marquées concernent le Portugal (48%, +11 points), la Slovaquie (65%, +10 points) et l'Espagne (49%, +6 points). On note également qu'au Portugal et en Espagne c'est désormais une majorité relative de l'opinion publique qui considère ne pas se sentir proche des citoyens des autres Etats membres suite à la crise.

Les seuls Etats membres où une majorité absolue de personnes interrogées déclarent ressentir une plus grande proximité avec les autres citoyens européens sont la Grèce (61%), Chypre (58%), l'Italie (57%), la Belgique (53%) et le Luxembourg (51%). C'est également le cas d'une majorité relative des personnes interrogées en Pologne (49%), en Irlande (48%) et à Malte (45%).



QC4a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
Suite à la crise, ...

		... les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble				... vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme				... vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens			
		Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'Pas d'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'Pas d'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012	Total 'Pas d'accord'	Diff. Pr.2013 - Aut.2012
	UE27	84%	-1	11%	+1	53%	=	34%	-1	42%	-2	52%	+2
	CY	94%	-1	5%	+2	37%	-10	49%	+9	58%	-4	40%	+4
	SI	94%	+4	5%	-4	43%	-10	49%	+10	33%	-9	65%	+10
	LU	92%	+1	6%	-1	58%	=	35%	-1	51%	+7	45%	-8
	DE	91%	-1	7%	+2	55%	+2	35%	-4	40%	+2	57%	-2
	BE	90%	-1	9%	+2	61%	+9	34%	-10	53%	=	46%	+1
	ES	90%	+3	7%	-1	56%	-2	29%	+2	44%	-7	49%	+6
	DK	88%	-2	10%	+2	60%	+1	36%	-1	23%	=	75%	+1
	HU	88%	-1	9%	-1	53%	+1	36%	-2	37%	+3	59%	-4
	SK	88%	+1	9%	-1	51%	+8	38%	-7	43%	+8	52%	-7
	SE	88%	-1	10%	=	59%	+4	36%	-4	33%	+1	64%	-1
	EE	87%	-1	9%	+3	65%	+1	27%	-1	35%	=	58%	+1
	BG	86%	-1	6%	=	53%	-9	22%	+3	40%	-4	51%	+5
	EL	86%	=	12%	+1	47%	+7	46%	-6	61%	-2	37%	+2
	FR	85%	-2	8%	=	47%	-5	39%	+4	43%	-2	49%	=
	LV	85%	+6	10%	-5	53%	+5	36%	-5	30%	-1	63%	+1
	NL	85%	-1	13%	+1	57%	-2	34%	=	34%	-2	64%	+3
	FI	84%	-3	13%	+2	60%	-1	36%	+1	40%	=	59%	+2
	CZ	82%	=	14%	-1	43%	+2	50%	-1	35%	+4	60%	-5
	LT	82%	+4	12%	-2	56%	+5	30%	-4	41%	+1	50%	+2
	MT	82%	-6	5%	+1	56%	+9	17%	-6	45%	-3	38%	-2
	PT	82%	+3	12%	-4	56%	-2	27%	=	45%	-11	48%	+11
	PL	81%	-4	11%	+1	64%	+2	24%	-1	49%	=	42%	=
	IE	79%	-3	14%	+2	60%	-5	25%	+3	48%	-1	44%	=
	IT	79%	-1	18%	+4	58%	+4	28%	=	57%	-3	36%	+4
	RO	77%	+1	12%	+1	54%	+2	26%	+2	39%	=	50%	+4
	UK	75%	-4	18%	+4	44%	+2	43%	-4	30%	=	61%	-1
	AT	74%	=	21%	-1	48%	+1	43%	-3	37%	-1	60%	+2






L'analyse sociodémographique montre que les Européens les plus nombreux à répondre positivement aux trois questions posées sont ceux qui s'expriment de manière particulièrement positive vis-à-vis de l'Union européenne.

Ainsi, les personnes qui pensent que **l'Union européenne sera plus forte à long terme** sont surtout celles qui pensent que leur voix compte dans l'UE (72%, pour 46% de celles qui pensent le contraire) et celles qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (65%, pour 41% qui sont d'un avis opposé). Il s'agit aussi des Européens qui pensent que l'Union européenne peut défendre ses intérêts économiques dans le monde (68%, pour 33% de ceux qui ne le pensent pas), mais également des citoyens qui estiment que leur propre pays a besoin de réformes (56%, pour 39% de ceux qui n'en voient pas la nécessité).

Notons en outre que les Européens les plus diplômés sont également les plus nombreux à envisager que l'Union européenne sera plus forte à long terme (58%, pour 48% des moins diplômés). En revanche, on ne note pratiquement pas de différences selon le sexe et l'âge des personnes interrogées.

Les mêmes observations peuvent être faites pour les deux autres propositions : les catégories que l'on vient de décrire sont aussi les plus nombreuses à **se sentir plus proches des citoyens des autres pays européens**, mais également les plus nombreuses à considérer que **les Etats membres de l'Union européenne vont désormais devoir travailler plus étroitement ensemble**.











QC4a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Suite à la crise, ...

	... les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble			... vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme			... vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens		
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE27	84%	11%	5%	53%	34%	13%	42%	52%	6%
 Sexe									
Homme	84%	12%	4%	55%	35%	10%	43%	52%	5%
Femme	83%	11%	6%	52%	34%	14%	42%	51%	7%
 Age									
15-24	84%	11%	5%	55%	34%	11%	42%	51%	7%
25-39	84%	12%	4%	55%	34%	11%	44%	51%	5%
40-54	84%	12%	4%	53%	36%	11%	43%	52%	5%
55 +	83%	11%	6%	52%	33%	15%	42%	51%	7%
 Age de fin d'étude									
15-	80%	13%	7%	48%	34%	18%	38%	54%	8%
16-19	83%	12%	5%	52%	36%	12%	42%	52%	6%
20+	87%	10%	3%	58%	33%	9%	46%	50%	4%
Toujours étudiant	88%	9%	3%	58%	32%	10%	43%	50%	7%
 Catégorie socioprofessionnelle									
Indépendants	84%	13%	3%	56%	33%	11%	45%	50%	5%
Cadres	87%	11%	2%	59%	33%	8%	45%	52%	3%
Autres employés	83%	13%	4%	57%	32%	11%	48%	47%	5%
Ouvriers	83%	12%	5%	50%	38%	12%	40%	54%	6%
Hommes/ femmes au foyer	84%	11%	5%	51%	33%	16%	42%	50%	8%
Chômeurs	80%	13%	7%	49%	37%	14%	40%	54%	6%
Retraités	83%	11%	6%	52%	33%	15%	41%	51%	8%
Etudiants	88%	9%	3%	58%	32%	10%	43%	50%	7%
 Difficultés à payer ses factures									
La plupart du temps	79%	15%	6%	45%	39%	16%	41%	53%	6%
De temps en temps	82%	13%	5%	52%	36%	12%	45%	49%	6%
Pratiquement jamais	86%	10%	4%	56%	32%	12%	42%	52%	6%
Ma voix compte dans l'UE									
D'accord	91%	7%	2%	72%	21%	7%	59%	37%	4%
Pas d'accord	81%	14%	5%	46%	41%	13%	36%	59%	5%
La mondialisation est une opportunité									
D'accord	89%	9%	2%	65%	27%	8%	50%	46%	4%
Pas d'accord	78%	18%	4%	41%	50%	9%	37%	59%	4%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques									
Plutôt d'accord	91%	7%	2%	68%	24%	8%	52%	44%	4%
Plutôt pas d'accord	76%	21%	3%	33%	59%	8%	30%	67%	3%

Voici les résultats présentés par critères sociodémographiques dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement affectés par la crise économique et financière.











QC4a.7 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres Etats membres de l'UE

DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
									
Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'

QC4a.6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme

DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
									
Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'	Total 'D'accord'

Sexe

Homme	42%	43%	40%	59%	48%	33%	56%	49%	49%	55%
Femme	37%	45%	45%	56%	49%	27%	66%	40%	47%	60%

Age

15-24	38%	46%	40%	53%	48%	36%	69%	59%	53%	48%
25-39	40%	43%	32%	61%	57%	37%	58%	43%	44%	52%
40-54	39%	49%	43%	58%	48%	30%	60%	45%	47%	63%
55 +	41%	41%	50%	55%	43%	24%	60%	40%	52%	66%

Age de fin d'étude

15-	35%	41%	37%	51%	44%	18%	54%	37%	43%	69%
16-19	37%	47%	40%	60%	49%	30%	62%	52%	48%	59%
20+	46%	44%	49%	63%	52%	38%	62%	51%	49%	52%
Etudiants	42%	53%	40%	60%	40%	35%	72%	69%	52%	53%

Catégorie socioprofessionnelle

Indépendants	35%	33%	48%	60%	58%	30%	58%	41%	56%	58%
Cadres	48%	45%	48%	69%	58%	34%	55%	54%	52%	55%
Autres employés	43%	42%	47%	62%	57%	32%	59%	47%	49%	54%
Ouvriers	33%	45%	33%	60%	50%	32%	60%	42%	47%	50%
Hommes/ femmes au foyer	35%	44%	50%	47%	54%	17%	68%	31%	48%	74%
Chômeurs	29%	45%	37%	53%	43%	35%	55%	46%	37%	51%
Retraités	42%	43%	49%	52%	44%	26%	59%	41%	49%	69%
Etudiants	42%	53%	40%	60%	40%	35%	72%	69%	52%	53%

Sexe

Homme	59%	57%	50%	57%	63%	46%	45%	61%	64%	42%
Femme	51%	56%	45%	58%	63%	42%	48%	52%	57%	31%

Age

15-24	52%	60%	50%	59%	63%	47%	55%	67%	57%	41%
25-39	57%	54%	44%	58%	69%	50%	43%	56%	57%	29%
40-54	54%	57%	42%	62%	62%	42%	44%	55%	61%	37%
55 +	55%	56%	52%	53%	58%	41%	48%	54%	66%	42%

Age de fin d'étude

15-	47%	54%	43%	54%	55%	31%	43%	50%	66%	39%
16-19	51%	54%	46%	59%	64%	43%	47%	64%	62%	31%
20+	63%	60%	49%	58%	63%	55%	46%	59%	56%	38%
Etudiants	58%	63%	54%	67%	60%	49%	56%	68%	60%	47%

Catégorie socioprofessionnelle

Indépendants	58%	45%	56%	66%	60%	45%	50%	50%	64%	35%
Cadres	61%	55%	48%	65%	71%	55%	67%	59%	60%	41%
Autres employés	59%	61%	54%	63%	67%	51%	39%	58%	56%	37%
Ouvriers	49%	54%	40%	53%	63%	44%	36%	56%	60%	30%
Hommes/ femmes au foyer	46%	52%	47%	50%	69%	37%	46%	53%	60%	29%
Chômeurs	50%	56%	38%	51%	65%	33%	37%	61%	55%	28%
Retraités	56%	61%	51%	51%	59%	39%	50%	53%	69%	46%
Etudiants	58%	63%	54%	67%	60%	49%	56%	68%	60%	47%

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 10 mai et le 26 mai 2013, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 79.3 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et speechwriting ».

La vague 79.3 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 79 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 79 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)**

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.013	11/05/13	26/05/13	8.939.546
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.029	13/05/13	20/05/13	6.537.510
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.001	11/05/13	24/05/13	9.012.443
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.005	10/05/13	26/05/13	4.561.264
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.554	10/05/13	26/05/13	64.336.389
EE	Estonie	Emor	1.002	10/05/13	26/05/13	945.733
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.002	11/05/13	26/05/13	3.522.000
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/05/13	25/05/13	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.011	13/05/13	26/05/13	39.127.930
FR	France	TNS Sofres	1.019	11/05/13	25/05/13	47.756.439
IT	Italie	TNS Italia	1.011	11/05/13	24/05/13	51.862.391
CY	Rép. de Chypre	Synovate	505	10/05/13	25/05/13	660.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.002	10/05/13	26/05/13	1.447.866
LT	Lituanie	TNS LT	1.029	10/05/13	26/05/13	2.829.740
LU	Luxembourg	TNS ILReS	505	10/05/13	26/05/13	434.878
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.027	11/05/13	25/05/13	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	10/05/13	26/05/13	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.021	11/05/13	26/05/13	13.371.980
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	999	10/05/13	26/05/13	7.009.827
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	11/05/13	26/05/13	32.413.735
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.004	11/05/13	26/05/13	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.083	11/05/13	21/05/13	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.011	11/05/13	26/05/13	1.759.701
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	10/05/13	24/05/13	4.549.955
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	956	10/05/13	26/05/13	4.440.004
SE	Suède	TNS GALLUP	1.011	11/05/13	26/05/13	7.791.240
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.305	11/05/13	26/05/13	51.848.010
TOTAL UE27			26.605	10/05/13	26/05/13	408.836.283
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	11/05/13	23/05/13	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	14/05/13	26/05/13	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.001	11/05/13	24/05/13	54.844.406
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	11/05/13	20/05/13	1.678.404
IS	Islande	Capacent	511	11/05/13	26/05/13	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.015	11/05/13	24/05/13	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.006	11/05/13	25/05/13	6.409.693
TOTAL			32.694	10/05/13	26/05/13	476.405.954